

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1122

26 mai 2011

SOMMAIRE

Access Fund	53816	BNP Paribas Investment Partners Luxem-	53838
AD Corporate Services S.à.r.l.	53819	bourg	
Aero Technical Support & Services Hol-		Calypso Sicav	53839
dings	53814	Centre de Vue Sàrl	53839
Amas Fund	53819	Club des Jeunes Hagen-Kleinbettingen ...	53824
Amber Investment SICAV SIF	53821	Contere	53839
Americourt S.A.	53821	DHCRE II HoldCo II S.à.r.l.	53839
Americourt S.A.	53823	Espalita S.A.	53856
Am Kundel	53836	Kraftsal A.G.	53856
Ango Telecom S.A.	53823	Marshall Monteaagle Holdings	53826
ArcelorMittal Centre Logistique Européen		Paraíso Algarve S.à.r.l.	53819
.....	53856	Peinture Cesario s.à r.l.	53831
ATC Management (Luxembourg) S. à r.l.		TPG-Axon Cube S.à r.l.	53856
.....	53825	Transcom Investments & Finance S.A. ...	53856
ATC Secretarial Services (Luxembourg)		W2005 Christie S.à r.l.	53813
S.à r.l.	53825	Wallberg Invest S.A.	53834
Atert Optik S.à r.l.	53830	Wang S.à r.l.	53810
AXA Assurances Luxembourg	53830	World Trust Corp Holding S.A.H.	53812
AXA Assurances Vie Luxembourg	53831	World Trust Corporation S.A.	53812
AXA Luxembourg S.A.	53833	WP Roaming II S.A.	53811
Bei den Ieselen a.s.b.l.	53821	Zaniatan Holding S.A.	53816
Belux Services S.à r.l.	53834	Zaniatan S.A.	53816
BHW Invest	53835	Zeus Private Equity S.A.	53814
Bijoptic Sàrl	53836		

Wang S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3254 Bettembourg, 165, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 159.283.

—
STATUTS

L'an deux mille onze, le trente-et-un janvier.

Pardevant Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch/Alzette.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Minsheng WANG, gérant de société, demeurant à L-4966 Clemency, 28 rue de la Gare.

2. Madame Zhaojiao ZHAN, gérante de société, demeurant à L-4966 Clemency, 28 rue de la Gare.

3. Monsieur Hairun WANG, aide cuisinier, demeurant à L-4966 Clemency, 28 rue de la Gare.

Lesquels comparants déclarent vouloir constituer entre eux une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, à ces fins, arrêtent les statuts suivants:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination de "WANG S.à r.l."

Art. 2. Le siège social est établi à Bettembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés à prendre conformément aux dispositions de l'article 9 (2) des statuts.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un restaurant avec débit de boissons alcooliques et non alcooliques, avec l'achat et la vente des articles de la branche, ainsi que toutes opérations mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser son développement.

En outre la société peut se porter caution personnelle, réelle, solidaire et indivisible vis-à-vis de tierces personnes.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (EUR 12.400.-) EUROS représenté par CENT PARTS SOCIALES (100) de CENT VINGT QUATRE (124) EUROS, chacune.

Les parts sociales ont été souscrites et libérées comme suit:

- Monsieur Minsheng WANG,prédit,	30 parts
- Madame Zhaojiao ZHAN, prédite,	30 parts
- Monsieur Hairun WANG, prédit,	40 parts
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100 parts

Les associés reconnaissent que le capital de DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (EUR 12.400.-) a été intégralement libéré par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (EUR 12.400.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Art. 6. Les cessions entre vifs des parts sociales à des tiers, ainsi que leur transmission pour cause de mort à quelque héritier ou légataire que ce soit, fût-il réservataire ou légal, sont subordonnées à l'agrément des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social pour les cessions entre vifs et les trois quarts (3/4) des droits appartenant aux survivants pour leur transmission à cause de mort.

La cession entre vifs des parts sociales ainsi que leur transmission pour cause de mort à des associés est libre.

Art. 7. Les cessions de parts sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Toutefois, elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après avoir été signifiée à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément aux dispositions de l'article (1690) du Code Civil.

Art. 8. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque part sociale du capital donne droit à une voix.

Les décisions de l'assemblée générale ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les délibérations qui portent modifications des statuts ne sont valablement prises que par la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le premier exercice commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre deux mille onze.

Art. 11. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

En cas de décès d'un associé, la société continuera avec les associés survivants, sous réserve des dispositions de l'article 6 des présents statuts.

Les héritiers, ayant droit ou créanciers d'un associé ne peuvent, pour quelque motif que ce soit et sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papiers et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. Pour tous les points non prévus aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales régissant la matière et notamment aux lois du 10 août 1915 et du 18 septembre 1933.

Frais:

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de NEUF CENTS EUROS (EUR 900.-).

Assemblée générale extraordinaire:

Présentement les associés de la société à responsabilité limitée ci-avant constituée, et représentant l'intégralité du capital social, réunis en assemblée générale, ont pris à l'unanimité, les décisions suivantes:

Est nommée gérante technique de la société, pour une durée indéterminée:

Madame Zhaojiao ZHAN, prédate.

Est nommé gérant administratif de la société, pour une durée indéterminée:

Monsieur Hairun WANG, prédit.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes des deux gérants.

L'adresse du siège social de la société est établie à L- 3254 Bettembourg, 165 route de Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Wang ; Zhan ; , Biel A.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 4 février 2011. Relation: EAC/ 2011/ 1656. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 7 mars 2011.

Référence de publication: 2011035428/83.

(110038564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2011.

WP Roaming II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 15, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 109.462.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion générale des actionnaires de la Société en date du 11 avril 2011 que la démission avec effet au 31 mars 2011 de Monsieur Guy Dubois en tant qu'administrateur de la Société a été acceptée.

Il résulte de ce même procès-verbal que Monsieur Artur Michalczyk, né le 2 septembre 1970 à Varsovie en Pologne, demeurant professionnellement au 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, a été nommé administrateur de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle de la Société devant se tenir en 2011, de sorte que le conseil d'administration de la Société se compose comme suit:

- Monsieur Artur Michalczyk
- Monsieur Morten Brogger
- Monsieur Guy Sochovsky

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011052765/21.

(110058192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

**World Trust Corporation S.A., Société Anonyme Soparfi,
(anc. World Trust Corp Holding S.A.H.).**

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 25.862.

L'an deux mille onze, le vingt-quatre février.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding "World Trust Corp Holding S.A.H.", ayant son siège social à L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon, R.C.S. Luxembourg section B numéro 25.862, constituée suivant acte reçu le 15 avril 1987, publié au Mémorial C numéro 234 de 1987.

L'assemblée est présidée par Madame Rachel UHL, juriste, demeurant à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Willem Van Cauter, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement à Strassen.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Qu'il ressort de la liste de présence que les toutes les actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1) Abandon du régime fiscal instauré par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et adoption du statut d'une société de participations financières (Soparfi).

2) Modification afférente de l'article 2 des statuts.

3) Modification de la dénomination de la société en World Trust Corporation S.A.

4) Modification afférente du premier paragraphe de l'article 1^{er} des statuts.

5) Modification de la durée de la société qui sera désormais illimitée.

6) Modification afférente du dernier paragraphe de l'article 1^{er} des statuts.

7) Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution:

L'assemblée décide d'abandonner le régime fiscal instauré par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et d'adopter le statut d'une société de participation financière non régie par cette loi mais par les dispositions relatives aux sociétés dites usuellement "soparfi".

Deuxième résolution:

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de remplacer l'article deux des statuts définissant l'objet de la société pour lui donner la teneur suivante:

Version anglaise:

« **Art. 2.** The Company's purpose is to take participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose, however without taking advantage of the Act of July 31, 1929, on Holding Companies.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment."

Version française:

« **Art. 2.** La société a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations géné-

ralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement».

Troisième résolution:

L'assemblée société décide de modifier la dénomination sociale de la société en World Trust Corporation S.A. et de modifier en conséquence le premier paragraphe de l'article 1^{er} des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

Version anglaise:

« **Art. 1^{er}. First paragraph.** There is hereby formed a company in the form of a société anonyme, under the name of World Trust Corporation S.A.».

Version française:

“ **Art. 1^{er}. Premier paragraphe.** Il est formé une société, sous la dénomination de World Trust Corporation S.A.»

Quatrième résolution:

L'assemblée décide de modifier la durée de la société qui sera désormais illimitée et décide de modifier en conséquence le dernier paragraphe de l'article 1^{er} des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

Version anglaise:

« **Art. 1^{er}. Last paragraph.** The corporation is established for an unlimited period.

Version française:

« **Art. 1^{er}. Dernier paragraphe.** La société est constituée pour une durée illimitée.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: R. UHL, W. VAN CAUTER, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 28 février 2011. Relation: LAC/2011/9569. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 03 mars 2011.

Référence de publication: 2011035433/82.

(110038557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2011.

W2005 Christie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 159.921.

—
EXTRAIT

Il résulte de trois contrats de transfert de parts sociales en date du 5 avril 2011 que:

- Whitehall French RE 1 S. à R.L. transfère 532,009 des parts sociales qu'elle détient dans la Société à Whitehall European RE 1 S.à R.L., avec siège social à L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé,

- Whitehall French RE 2 S. à R.L. transfère 532,009 des parts sociales qu'elle détient dans la Société à Whitehall European RE 2 S. à R.L., avec siège social à L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé,

- Whitehall French RE 3 S. à R.L. transfère 185,982 des parts sociales qu'elle détient dans la Société à Whitehall European RE 3 S. à R.L., avec siège social à L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2011.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011052766/20.

(110057819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

Aero Technical Support & Services Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 128.997.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052767/10.

(110059007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Zeus Private Equity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 92.783.

DISSOLUTION

In the year two thousand and eleven, on the eighteenth day of January.

Before Us Me Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

ZWILL BETEILIGUNGEN A.G., a public limited liability company («société anonyme») governed by the laws of Switzerland, having its registered office at CH-6302 Zug, Baarerstrasse 137 (Switzerland), registered at the Companies Register of Zug, under the number CH-514.3.012.066-3

here represented by Mr Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster,

by virtue of proxy given under private seal, such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

This appearing party, represented as said before, declares and requests the notary to act the following:

1) That the public limited company ("société anonyme") "Zeus Private Equity S.A.", established and having its registered office in L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon, inscribed in the Trade and Companies' Registry of Luxembourg ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg"), section B, under the number 92.793, (the "Company"), has been incorporated pursuant to a deed of Me Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg on the 26th day of March 2003 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 531 of May 16th, 2003.

2) That the subscribed capital of the Company is fixed at two hundred and thirty thousand euro (EUR 230,000.-), divided into twenty-three thousand (23,000) shares with a nominal value of ten euro (EUR 10.-) each.».

3) That the appearing party, represented as said before, has become successively owner of all the shares of the Company.

4) That the activity of the Company having ceased and that the appearing party pronounces the advanced dissolution of the Company with effect on December 31st, 2010 and its putting into liquidation.

5) That the appearing party, as sole shareholder (the "Sole Shareholder"), appoints itself as liquidator of the Company.

6) That the Sole Shareholder declares to fix immediately the second and third meetings according to article 151 of the modified law of the 10th of August 1915 on commercial companies and to held them one after the other.

7) That in its capacity as liquidator of the Company, the Sole Shareholder requests the officiating notary to act that it has settled all the liabilities of the Company and that it has transferred all the assets to its favour.

8) That the Sole Shareholder will be vested with all the Company's assets and will undertake to pay all eventual liabilities of the Company even if presently unknown on this date.

9) That the Sole Shareholder approves the liquidation accounts.

10) That the Sole Shareholder, during the third meeting, pronounces the closing of the liquidation and states that the Company has ceased to exist.

11) That full and entire discharge is granted to the Company's directors and auditor for the execution of their mandates up to this date.

12) That the shareholders' register has been cancelled.

13) That the records and documents of the dissolved Company will be kept at least for a period of five years at the former registered office in L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the mandatory of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dix-huit janvier.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

ZWILL BETEILIGUNGEN A.G., la société anonyme de droit suisse ayant son siège social à CH-6302 Zug, Baarerstrasse 137 (Suisse), inscrite au Registre des sociétés de Zug sous le numéro CH514.3.012.066-3

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter le suivant:

1) Que la société anonyme "ZEUS PRIVATE EQUITY S.A.", établie et ayant son siège social à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 92.783, (la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, de résidence à Luxembourg en date du 26 mars 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 531 du 16 mai 2003

2) Que le capital souscrit de la Société est fixé à deux cent trente mille euros (EUR 230.000,-), représenté par vingt-trois mille (23.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune

3) Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, est devenue successivement propriétaire de toutes les actions de la Société.

4) Que l'activité de la Société ayant cessé et que la partie comparante prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet au 31 décembre 2010 et sa mise en liquidation.

5) Que la partie comparante, en tant qu'actionnaire unique (l'"Actionnaire Unique"), se désigne comme liquidateur de la Société.

6) Que l'Actionnaire Unique déclare fixer à tout de suite la deuxième et la troisième assemblée conformément à l'article 151 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et les tenir immédiatement l'une après l'autre.

7) Qu'en sa capacité de liquidateur de la Société, l'Actionnaire Unique requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare avoir réglé tout le passif de la Société et avoir transféré tous les actifs à son profit.

8) Que l'Actionnaire Unique est investi de tous les éléments actifs de la Société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la Société même inconnus à ce jour.

9) Que l'Actionnaire Unique approuve les comptes de liquidation.

10) Que l'Actionnaire Unique, constituée en troisième assemblée, prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister.

11) Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

12) Que registre des actionnaires a été annulé.

13) Que les livres et documents de la Société dissoute, seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 26 janvier 2011. Relation GRE/2011/518. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 8 mars 2011.

Référence de publication: 2011035435/107.

(110038965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2011.

Access Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 93.876.

Le bilan consolidé au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ACCESS FUND

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011052768/12.

(110058802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

**Zaniatan S.A., Société Anonyme,
(anc. Zaniatan Holding S.A.).**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 108.895.

L'an deux mille dix, le vingt-huit décembre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «ZANIATAN HOLDING S.A.» (la «Société»), une société anonyme holding, établie et ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 108895, constituée suivant acte notarié reçu par le notaire soussigné en date du 24 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), le 14 novembre 2005, sous le numéro 1203.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Guy Baumann, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Christelle Hermant-Domange, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Isabelle Maréchal-Gerlaxhe, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1) Adoption de la version française comme version unique des statuts.

2) Modification du statut fiscal de la Société régi par la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés holding afin de soumettre la Société au statut fiscal des sociétés de participations financières – SOPARFI.

3) Modification du premier alinéa de l'article 1 des statuts de la société comme suit: «Il existe une société anonyme sous la dénomination sociale de «ZANIATAN S.A.».

4) Avec effet au 1^{er} janvier 2011, modification de l'article 2 des statuts de la société comme suit:

« **Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières et immobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement. La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter. La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt

tous concours, prêts, avances ou garanties. La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.»

5) Modification de l'article 4 des statuts de la société comme suit:

« **Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire. Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser un an; ils sont rééligibles et toujours révocables. En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.»

6) Modification de l'article 5 des statuts de la société comme suit:

« **Art. 5.** Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence. Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration. Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent. Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'administration de la Société par voie de vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant son identification. Ces moyens de communication doivent respecter des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à la réunion, dont la délibération devra être retransmise sans interruption. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation en personne à cette réunion. La réunion tenue par l'intermédiaire de tels moyens de communication sera réputée tenue au siège social de la Société.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.»

7) Avec effet au 1^{er} janvier 2011, modification de l'article 11 des statuts comme suit:

« **Art. 11.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

8) Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE d'adopter la version française comme version unique pour les statuts de la Société.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE, avec effet au 1^{er} janvier 2011, de modifier le statut fiscal de la Société régi par la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés holding afin de soumettre la Société à la loi du 15 août 1915 sur les participations commerciales (SOPARFI) ainsi que ses modifications ultérieures.

Troisième résolution

Tenant compte de la résolution qui précède, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de modifier le premier alinéa de l'article 1 des statuts de la Société comme suit:

«Il existe une société anonyme sous la dénomination sociale de «ZANIATAN S.A.»».

Quatrième résolution

De même, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE, avec effet au 1^{er} janvier 2011, de modifier l'article 2 des statuts de la Société, concernant son objet social, lequel aura alors la nouvelle teneur suivante:

Art. 2. «La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières et immobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement. La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter. La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt tous concours, prêts, avances ou garanties. La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.»

Cinquième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de modifier l'article 4 des statuts de la Société afin de lui donner la nouvelle teneur qui suit:

Art. 4. «La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire. Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser un an; ils sont rééligibles et toujours révocables. En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.»

Sixième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de modifier l'article 5 des statuts de la Société afin que ce dernier se lise désormais comme suit:

Art. 5. «Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence. Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration. Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent. Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'administration de la Société par voie de vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant son identification. Ces moyens de communication doivent respecter des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à la réunion, dont la délibération devra être retransmise sans interruption. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation en personne à cette réunion. La réunion tenue par l'intermédiaire de tels moyens de communication sera réputée tenue au siège social de la Société.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre

du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.»

Septième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE également, avec effet au 1^{er} janvier 2011, de modifier l'article 11 des statuts de la Société, concernant les références à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, lequel article 11 aura alors la nouvelle teneur suivante:

Art. 11. «La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Les dispositions relatives au capital autorisé sont supprimées dans l'article 5 des statuts, la période de cinq ans pour laquelle le conseil d'administration a été autorisé à augmenter le capital souscrit étant venue à expiration.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la Société, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants pré-mentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: G. BAUMANN, C. HERMANT-DOMANGE, I. MARECHALGERLAXHE, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 4 janvier 2011. Relation: EAC/2011/80. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011035434/165.

(110038598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2011.

AD Corporate Services S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 79.361.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011052769/10.

(110058650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Amas Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 52.605.

Le bilan consolidé au 30 septembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AMAS FUND

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011052770/12.

(110058810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Paraiso Algarve S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8806 Rambrouch, 2, rue du Nord.

R.C.S. Luxembourg B 159.239.

STATUTS

L'an deux mille onze, le vingt et un février.

Par-devant le soussigné Fernand UNSEN, notaire de résidence à Diekirch,

A comparu:

Monsieur Marcelino José DA GLORIA ANTONIO, cuisinier, né à Marmeleite (Portugal) le 9 avril 1960, matricule n° 1960 04 09 797, demeurant à L-8806 Rambrouch, 2, rue du Nord,

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il déclare constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non-alcooliques avec établissement de restauration, ainsi que toutes les activités qui se rattachent directement et indirectement à l'objet principal.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société prend la dénomination de "Paraiso Algarve S.à.r.l.".

Art. 5. Le siège social est établi à Rambrouch.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents (12 500) euros représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq (125) euros chacune.

Ces parts ont été souscrites par Monsieur Marcelino José DA GLORIA ANTONIO, prénommé.

Les parts sociales ont été libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents (12 500) euros se trouve dès à présent à la disposition de la société.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social et des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des autres associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires survivants. En toute hypothèse les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans six mois à partir du jour de la dénonciation, à peine de forclusion.

Art. 10. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses coassociés.

Art. 11. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 12. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 13. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée des associés. Les pouvoirs du ou des gérants sont déterminés par l'assemblée générale des associés.

Art. 14. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 15. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Exceptionnellement le premier exercice commence ce jour pour finir le trente et un décembre deux mille onze.

Art. 17. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 18. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 19. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 20. Lors de la dissolution de la société la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Réunion des associés

Et à l'instant l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

L'assemblée nomme gérant technique Monsieur Marcelino José DA GLORIA ANTONIO, prénommé.

La société est valablement engagée par la signature du gérant.

Le siège est établi à L-8806 Rambrouch, 2, rue du Nord.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison de sa constitution, s'élève à environ mille cent (1.100) euros.

Dont acte, fait et passé à Diekirch en l'étude, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Da Gloria Antonio, F. Unsen.

Enregistré à Diekirch, le 22 février 2011. Relation: DIE/2011/1919. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Tholl.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 2 mars 2011.

F. UNSEN.

Référence de publication: 2011035446/79.

(110037468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2011.

Amber Investment SICAV SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 130.856.

Les comptes annuels au 31. Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011052771/11.

(110058731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Americourt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 54.119.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011052772/10.

(110058605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Bei den Ieselen a.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-4267 Esch-sur-Alzette, 3, rue Albert Goedert.

R.C.S. Luxembourg F 8.657.

STATUTS

Entre les soussignés: comparants

Mme ORAZI Caria, enseignante,

3, rue Albert Goedert L-4267 ESCH-SUR-ALZETTE, nationalité luxembourgeoise

M. RINCK Romain, indépendant,

19, Chemin vert L-3878 SCHIFFLANGE, nationalité luxembourgeoise

Mme FIGINI Dominique Josette, infirmière anesthésiste,

13, Cité Hierzesprong L-3728 RUMELANGE, nationalité française

Titre I^{er}. Dénomination, Siège, Objet

Art. 1^{er}. Constitution, Dénomination et Siège. Il est formé une Association sans but lucratif, régie par la loi du 21 avril 1928 telle que modifiée (ci-après «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

L'Association est dénommée «Bei den Ieselen a.s.b.l.» (ci-après «Association») avec siège social à L-4267 Esch-sur-Alzette, au 3, rue Albert Goedert. Le siège pourra être transféré dans une autre localité au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 2. Objet. L'Association a pour objet de travailler dans le cadre de la médiation par les animaux, en particulier l'asino-médiation. Cette médiation vise à mettre en présence et en interaction des personnes présentant un handicap quelconque, pouvant être aussi bien physique que psychique, mais aussi toute autre personne intéressée avec l'animal, l'âne en l'occurrence, dans le but d'aider à développer le bien-être de ces personnes au contact de l'animal.

Art. 3. Durée. La durée de l'Association est illimitée.

Titre II. Composition, Membres, Admission, Exclusion, Cotisation

Art. 4. Membres. Le nombre minimal de membres de l'Association est de trois.

Les membres de l'Association sont les personnes qui souscrivent à l'objet de l'Association et qui paient la cotisation.

Art. 5. Perte de la qualité de membre. La qualité de membre se perd par décès et par démission écrite adressée au président de l'Association.

Art. 6. Cotisation. La cotisation due par chaque personne, membre de l'Association, est fixée annuellement par l'assemblée générale et lors de l'assemblée générale constitutive, pour le premier exercice. La cotisation annuelle maximale sera de 20 (vingt) euros.

Titre III. Administration et Fonctionnement

Art. 7. Conseil d'administration. L'Association est administrée par le conseil d'administration composé d'au moins trois membres. Le conseil d'administration désigne son président, son secrétaire et son trésorier. Le mandat des administrateurs prend fin après deux ans, mais les administrateurs sont rééligibles. Ils sont élus à la majorité des votants.

En cas de vacance (décès, démission, etc.) le conseil d'administration pourvoit provisoirement au remplacement du membre. Il est procédé à leur remplacement définitif par la prochaine assemblée générale ordinaire ou extraordinaire. Ces mandats prennent fin à l'expiration de ceux des membres remplacés.

Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation ou responsabilité personnelle dans l'exécution de leur mandat.

L'assemblée générale élit le conseil d'administration. Les membres actifs adhérents depuis plus d'un an et à jour de leurs cotisations sont électeurs.

Art. 8. Réunion du conseil d'administration. Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par an, lors de l'assemblée générale ordinaire. La présence de la moitié au moins de ses membres est nécessaire pour que le conseil d'administration puisse délibérer valablement.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante. Seules les questions figurant à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'un vote.

Art. 9. Pouvoirs. Le conseil d'administration exerce tous les pouvoirs dérivant de la Loi ou des présents statuts, en se conformant aux règles qu'ils prescrivent.

Il met en oeuvre les actions définies par l'assemblée générale.

Il fait ouvrir tout compte bancaire, sollicite toute subvention, dans le cadre des missions qui lui sont confiées lors de l'assemblée générale.

Art. 10. Nature et Pouvoirs des assemblées. Dans la limite des pouvoirs qui leur sont conférés par les présents statuts, les assemblées obligent par leurs décisions tous les membres y compris les absents.

Les résolutions seront tenues dans un registre au siège de l'Association où les associés et tiers pourront en prendre connaissance.

Sont notamment réservés à la compétence des assemblées:

1. les modifications de statuts,
2. la nomination et la révocation des administrateurs
3. l'approbation des budgets et des comptes
4. la dissolution volontaire de l'Association
5. les exclusions de membres.

Art. 11. Assemblée générale ordinaire et extraordinaire. Au moins une fois par an, les membres sont convoqués en assemblée générale ordinaire par lettre simple comprenant l'ordre du jour avec préavis de 15 jours.

L'assemblée entend le rapport moral de la présidence et le rapport financier de la trésorerie. Deux vérificateurs aux comptes donnent lecture de leur rapport de vérification.

L'assemblée, après avoir délibéré et statué sur les différents rapports, approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget prévisionnel de l'exercice suivant et délibère sur toutes les autres questions figurant à l'ordre du jour.

Une assemblée générale extraordinaire peut se réunir à tout moment par décision du conseil d'administration ou à la demande des deux tiers des membres.

Titre IV. Ressources de l'Association – Comptabilité

Art. 12. Ressources de l'Association. Les ressources de l'Association se composent des cotisations versées par les membres, des dons, des subventions éventuelles de l'Etat et des Communes, du produit des fêtes et manifestations, des intérêts et redevances des biens et valeurs qu'elle pourrait posséder, ainsi que des rétributions pour services rendus, de toute autre ressource ou subvention non contraire aux lois en vigueur.

Titre V. Dissolution de l'Association

Art. 13. Dissolution de l'Association. La dissolution est prononcée à la demande du conseil d'administration, par une assemblée générale extraordinaire, convoquée spécialement à cet effet.

Art. 14. Dévolution des biens. En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs liquidateurs qui seront chargés de la liquidation des biens de l'Association.

L'actif net subsistant en dehors de la reprise des apports par les membres de l'Association sera attribué obligatoirement à une ou plusieurs autres Associations poursuivant comme but la médiation avec les animaux. Celles-ci seront nommément désignées par l'assemblée générale.

Signés par:

Mme ORAZI Carla, 3, rue Albert Goedert L-4267 ESCH-SUR-ALZETTE

M. RINCK Romain, 19, Chemin vert L-3878 SCHIFFLANGE

Mme FIGINI Dominique Josette, 13, Cité Hierzesprong L-3728 RUMELANGE

ESCH-SUR-ALZETTE, LE 3 MARS 2011.

Mme ORAZI Carla / M. RINCK Romain / Mme FIGINI Dominique Josette

Présidente / Trésorier / Secrétaire

Référence de publication: 2011035459/92.

(110038090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2011.

Americourt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 54.119.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011052773/10.

(110058606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Ango Telecom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 143.741.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011052774/10.

(110059049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

JCHK, Club des Jeunes Hagen-Kleinbettingen, Association sans but lucratif.

Siège social: L-8365 Hagen, 34, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg F 8.658.

—
STATUTS

I. Forme, Nom, Siège et Durée de l'association

Art. 1^{er}. Il est formé entre les soussignés:

1. Président, représenté par BRACK Gilles, né le 20 avril 1989, demeurant à L-8381 KLEINBETTINGEN, 10, rue de Hagen
2. Vice-Président, représenté par WAGNER Laurent, né le 7 juin 1986 demeurant à L-8538 HOVELANGE, 38, Haaptstrooss
3. Secrétaire, représentée par MICHAELIS Elisabeth, née le 14 mars 1985, demeurant à L-8380 KLEINBETTINGEN, 6, rue du Parc
4. Trésorier, représentée par OSTACH Hortense, née le 22 septembre 1986, demeurant à L-8365 HAGEN, 34, rue Principale
5. Membre, représenté par KARIER Ben, né le 14 août 1991, demeurant à L-8366 HAGEN, 29, rue de Steinfort
6. Membre, représenté par FUCHS Dario, né le 22 juillet 1991, demeurant à L-8378 KLEINBETTINGEN, 6, rue des Champs
7. Membre, représentée par REULAND Amandine, née le 14 novembre 1989, demeurant à L-8368 HAGEN, 7, op der Barriär

Art. 2. L'association est dénommée Club des Jeunes Hagen-Kleinbettingen, association sans but lucratif, en abrégé JCHK.

Art. 3. Le siège social est établi à L-8365 HAGEN, 34, rue Principale.

Le siège social peut être transféré à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration.

Art. 4. L'association est constituée pour une durée indéterminée.

II. Objet

Art. 5. L'association a pour objet de rassembler et d'unir les jeunes et de créer une ambiance chaleureuse et harmonieuse entre eux.

III. Membres

Art. 6. L'association a 5 membres au moins.

Elle connaît seulement des membres actifs.

Art. 7. Tout membre doit être âgé de 12 ans au moins.

Art. 8. Tout membre doit payer la cotisation fixée annuellement par l'assemblée générale.

Actuellement la cotisation est fixée à 5 €.

En tant que membre, le conseil d'administration s'oblige à faire une assurance d'accident et de responsabilité civile pour celui-ci.

Art. 9. Tout membre est libre de se retirer de l'association en donnant sa démission par écrit au conseil d'administration. En cas de contravention par un membre aux intérêts de l'association, son exclusion peut être prononcée par la majorité du conseil d'administration. Elle se fait par écrit et elle prend immédiatement effet.

Cette décision devra être approuvée par l'assemblée générale. Est démissionnaire tout membre qui n'a pas payé la cotisation due trois mois après l'émission des cartes de membres actuelles. Le membre démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur les fonds de l'association et ne peut réclamer les cotisations versées antérieurement.

IV. Le conseil d'administration

Art. 10. L'association est administrée par un conseil d'administration qui comprend 5 membres au moins et 9 au plus. La durée de leur mandat est de deux années; ils sont rééligibles.

Art. 11. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président, un vice-président, un trésorier, un secrétaire et les membres.

Art. 12. Le trésorier gère le capital de l'association. Il rédige un rapport pour chaque assemblée générale, visé par deux commissaires aux comptes nommés par l'assemblée générale. La décharge du trésorier est donnée par l'assemblée générale sur avis des commissaires aux comptes.

Art. 13. Le conseil d'administration est élu par l'assemblée générale à la majorité des voix.

Art. 14. Le conseil d'administration a toutes les compétences pour la gestion et la représentation officielle de l'association pourvu qu'elles ne sont pas réservées à l'assemblée générale par les statuts ou la loi. L'association est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe du président ou d'un des membres du conseil d'administration.

V. Assemblée générale

Art. 15. L'assemblée générale se réunit une fois par année civile, sur convocation du secrétaire du conseil d'administration, adressée par lettre circulaire à tous les membres de l'association. L'assemblée générale a le pouvoir de délibérer sur tout point intéressant de l'association et en particulier sur les points suivants:

- la modification des statuts;
- la nomination et la révocation des membres du conseil d'administration et de 2 commissaires aux comptes;
- l'approbation du budget et des comptes;
- la dissolution de l'association

Art. 16. Tous les membres ont un droit de vote égal. Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix et sont notées dans un registre spécial, signé par le président et le secrétaire et tenu par ce dernier où tous les membres peuvent en prendre connaissance.

VI. Règlement Interne

Art. 17. Le conseil d'administration a le droit d'établir un règlement interne concernant les affaires et le fonctionnement de l'association, qui sera soumis pour approbation à l'assemblée générale.

VII. Dissolution

Art. 18. La dissolution et la liquidation de l'association s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Art. 19. En cas de dissolution, les fonds restants seront légués à l'office social de la Commune de Steinfort.

VIII. Dispositions finales

Art. 20. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les comparants déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Hagen, le 23 février 2011.

BRACK Gilles / WAGNER Laurent / MICHAELIS Elisabeth / OSTACH Hortense / KARIER Ben / FUCHS Dario /
REULAND Amandine

Président / Vice-président / Secrétaire / Trésorier / Membre / Membre / Membre

Référence de publication: 2011035466/82.

(110038500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2011.

ATC Management (Luxembourg) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 103.336.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 avril 2011.

Anne Coenen

Mandataire

Référence de publication: 2011052775/13.

(110058867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

ATC Secretarial Services (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 80.093.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 avril 2011.

Anne Coenen

Mandataire

Référence de publication: 2011052776/13.

(110058856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Marshall Monteagle Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 19.600.

In the year two thousand eleven, on the eighteenth of February.

Before Us Maître Alex WEBER, notary residing in Bascharage.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of "MARSHALL MONTEAGLE HOLDINGS" (identity number 1982 40 00 045), a "société anonyme" having its registered office at L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel, registered in the R.C.S.L. under the number B 19.600, incorporated by a deed of the notary André SCHWACHTGEN, then residing in Luxembourg, dated August 9th, 1982, published in the Memorial C, number 207 of August 31st, 1982, and amended several times and for the last time by deed of the notary Martine SCHAEFFER, residing in Luxembourg, dated April 13th, 2010, published in the Memorial C, number 1097 of May 26th, 2010.

The Chairman of the meeting was appointed as Mr. Fred THOMAS, private employee, with professional address in Luxembourg who opened the meeting.

The Chairman appointed as secretary of the meeting Mrs. Elena SANTAVICCA, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr. Jean-Marie WEBER, private employee, residing in Aix-sur-Cloie/Aubange (Belgium).

The executive board of the meeting having thus been regularly constituted, the Chairman declared and requested the undersigned notary to state that:

I.- This general meeting has been duly convened by publications containing the agenda of the meeting:

- in the Memorial C, number 194 of 1st February 2011 and number 260 of 9th February 2011;
- in the newspaper Tageblatt of 1st February 2011 and 9th February 2011.

II.- The agenda of the meeting was as follows:

1. That a representative of Company and Accounting Services S.A. be appointed as chairman of this meeting.
2. To receive and approve the financial statements of the Company placed before the meeting by the Board.
3. To ratify the actions of the Directors taken subsequent to the last Annual General Meeting held on 26 March 2010 including transactions with Marshall Monteagle PLC, ("Newco"), a company incorporated in Jersey, Channel Islands with Public company status, registration number 102785, described in section 3 of the circular accompanying the notice of this meeting, entering into and fulfilling the terms of the Contribution Agreement and delisting of the Company's shares from the London Stock Exchange.
4. To resolve to delist the Company's shares from the Luxembourg Stock Exchange and appoint M Partners, with registered address at 56, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, to effect the delisting.
5. To grant discharge to the Directors and to the Statutory Auditors for their actions and duties since the last Annual General Meeting held on 26 March 2010.
6. To place the Company into liquidation.
7. To appoint Damsor Limited, with registered address at BS25 1AG Somerset (United Kingdom), 40 Woodborough Road, as Liquidator of the Company (the "Liquidator") and to confer upon the Liquidator the widest powers permitted under Luxembourg law for the purposes of winding up the affairs of the Company.
8. That, subject to and conditional upon resolutions 6 and 7 set out in the notice convening this Extraordinary General Meeting having been passed the Liquidator be authorised to realise all the remaining assets and to settle all the remaining liabilities of the Company, and to appoint Housestaple Limited, registered in England and Wales, under registration number 5389933 with registered office at 30, City Road, London, EC1Y 2AG, UK as agent for the distribution to shareholders of the shares in Newco owned by the Company on the terms summarised on page 6 of the circular accompanying this notice of meeting.
9. To appoint Mr. Peter MILNE, residing at 57, rue Pierre d'Aspelt, L-5710 Aspelt, as Commissaire-Vérificateur to verify the work of the Liquidator.
10. To ratify the notice of the second Extraordinary General Meeting given by the Directors, and despatched with this notice, to receive the reports of the Liquidator and the Commissaire-Vérificateur.

III.- There has been established an attendance list, showing the shareholders present and represented and the number of their shares, which, after having being signed by the shareholders or their proxies and by the executive board of the meeting, will be registered with this deed together with the proxies, if any, initialled "ne varietur" by the proxyholders.

IV.- It results from that list that from the seventeen million nine hundred and twenty-eight thousand seven hundred and fifty-six (17,928,756) shares representing the whole capital amounting to twenty-six million eight hundred and ninety-three thousand one hundred and thirty-four United States Dollars (USD 26,893,134), fourteen million seven hundred and twenty thousand nine hundred and sixty-seven (14,720,967) shares are duly present or represented at this meeting.

V.- Pursuant to article 67-1 (2) of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, the meeting could validly deliberate, as more than half of the capital was present or represented.

VI.- The meeting was therefore regularly constituted and could validly deliberate on the agenda.

After full discussion, the following resolutions were unanimously passed:

First resolution

The meeting decided to appoint Mr. Fred THOMAS, representative of Company and Accounting Services S.A., private employee, with professional address in Luxembourg as chairman of this meeting.

Second resolution

The meeting decided to receive and to approve the financial statements of the Company as at close of business on 30th September 2010 and on 17th February 2011 placed before the meeting by the Board.

The aforementioned financial statements will be registered with this deed.

Third resolution

The meeting decided to ratify the actions of the Directors taken subsequent to the last Annual General Meeting held on 26 March 2010 including transactions with Newco described in section 3 of the circular accompanying this notice of meeting, entering into and fulfilling the terms of the Contribution Agreement and delisting of the Company's shares from the London Stock Exchange.

Fourth resolution

The meeting decided to resolve to delist the Company's shares from the Luxembourg Stock Exchange and to appoint M Partners to effect the delisting.

Fifth resolution

The meeting decided to grant discharge to the Directors and to the Statutory Auditors for their actions and duties since the last Annual General Meeting held on 26 March 2010.

Sixth resolution

The meeting decided to dissolve the Company and to place it into liquidation.

Seventh resolution

The meeting decided to appoint "DAMSOR LIMITED", as Liquidator of the Company (the "Liquidator"), with address at BS25 1 AG Somerset (United Kingdom), 40, Woodborough Road, Winscombe, registered in England and Wales under number 7261567.

The liquidator has the widest powers to execute his mandate and especially all the widest powers as stipulated in articles 144 of 10 August 1915 law on trading companies, without having to resort to the authorisation of the general meeting even in case where this is required by law.

The liquidator may, under his sole responsibility, delegate all or part of his powers to one or several agents, for special and specific operations.

The liquidator is exempted from carrying out an inventory and can refer to the books and accounting entries of the Company.

The liquidator must sign all the documents relating to the liquidation.

Eighth resolution

The meeting decided, subject to and conditional upon resolutions 6 and 7 set out in the notice convening this Extraordinary General Meeting having been passed, to authorise the Liquidator to realise all the remaining assets and to settle all the remaining liabilities of the Company, and to appoint Housestaple Limited as agent for the distribution to shareholders of the shares in Newco owned by the Company on the terms summarised on page 6 of the circular accompanying the notice of this meeting.

Ninth resolution

The meeting decided to appoint Mr. Peter MILNE, réviseur d'entreprise, residing at 57, rue Pierre d'Aspelt, L-5710 Aspelt, as Commissaire-Vérificateur to verify the work of the Liquidator.

Tenth resolution

The meeting decided to ratify the notice of the second Extraordinary General Meeting given by the Directors, and despatched with this notice, to receive the reports of the Liquidator and the Commissaire-Vérificateur. There being no further items on the agenda, the meeting was closed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at two thousand five hundred euro (€ 2,500.-).

Whereof, the present deed was drawn up in Bascharage, at the notary's office, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

The document having been read to the meeting, the members of the executive board of the Meeting all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no other shareholder expressing the wish to sign.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dix-huit février.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "MARSHALL MONTEAGLE HOLDINGS" (numéro d'identité 1982 40 00 045), ayant son siège social à L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 19.600, constituée suivant acte reçu par le notaire André SCHWACHTGEN, alors de résidence à Luxembourg, en date du 9 août 1982, publié au Mémorial C, numéro 207 du 31 août 1982 et dont les statuts ont été modifiés à différentes reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 13 avril 2010, publié au Mémorial C, numéro 1097 du 26 mai 2010.

L'assemblée est présidée par Monsieur Fred THOMAS employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Elena SANTAVICCA, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Jean-Marie WEBER, employé privé, demeurant à Aix-sur-Cloie/Aubange (Belgique).

Le bureau ayant été ainsi dûment constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I.- La présente assemblée générale a été dûment convoquée par des publications contenant l'ordre du jour de l'assemblée faites:

- dans le Mémorial C, numéro 194 du 1^{er} février 2011 et numéro 260 du 9 février 2011;
- dans le journal «Tageblatt» du 1^{er} février 2011 et du 9 février 2011.

II.- L'ordre du jour de la présente assemblée était le suivant:

1) Nomination d'un représentant de la société Company and Accounting Services S.A. en qualité de président du bureau de la présente assemblée.

2) Recevoir et approuver les comptes de la société remis par le conseil d'administration avant la présente assemblée.

3) Ratifier les actes des administrateurs effectués postérieurement à la dernière assemblée générale annuelle tenue le 26 mars 2010, incluant les transactions avec Marshall Monteagle PLC («Newco»), une société de droit de Jersey, Îles de la Manche, inscrite sous le numéro de registre 102785, telles que décrites dans la section 3 de la circulaire accompagnant l'avis de convocation à la présente assemblée générale, concernant et complétant les termes du - Contribution Agreement - et mettant fin à la cotation des actions de la société au London Stock Exchange.

4) Décider de mettre fin à la cotation des actions de la société à la Bourse de Luxembourg et désigner M Partners, ayant son siège social à 56, rue Charles Martel, L-2134, Luxembourg, pour effectuer ce retrait.

5) Accorder décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour leurs actes et devoirs effectués postérieurement à la dernière assemblée générale annuelle tenue le 26 mars 2010.

6) Mettre la société en liquidation.

7) Nommer la société Damsor Limited, ayant son siège social à BS25 1AG Somerset (Royaume-Uni), 40 Woodborough Road, comme liquidateur de la société (le «Liquidateur») et conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus accordés par la loi luxembourgeoise pour les besoins de la liquidation des affaires de la société.

8) En ce qui concerne et sous condition de l'adoption des résolutions 6 et 7 de l'avis de convocation de la présente assemblée générale extraordinaire, autoriser le Liquidateur à réaliser tous les actifs restants et à apurer tout le passif restant de la société, et désigner Housestaple Limited, enregistrée auprès du registre de commerce d'Angleterre et du Pays de Galle, sous le numéro 5389933, ayant son siège social à 30, City Road, London, EC1Y 2AG, UK en qualité d'agent, chargé de distribuer aux actionnaires, les actions de Newco détenues par la société dans les termes résumés à la page 6 de la circulaire accompagnant l'avis de convocation à la présente assemblée.

9) Nommer Monsieur Peter MILNE, demeurant au 57, rue Pierre d'Aspelt, L-5710 Aspelt, comme Commissaire-Vérificateur pour vérifier le travail du Liquidateur.

10) Ratifier l'avis de convocation à la seconde assemblée générale extraordinaire établi par les administrateurs, annexé à l'avis de convocation de la présente assemblée, recevoir les rapports du Liquidateur et du Commissaire-Vérificateur.

III.- Les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires ou mandataires, par les membres du bureau et le notaire instrumentant, ladite liste de présence ainsi que les procurations, paraphées «ne varietur» par les mandataires, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

IV.- Il résulte de la prédite liste de présence que sur les dix-sept millions neuf cent vingt-huit mille sept cent cinquante-six (17.928.756) actions représentant le capital social qui s'élève à vingt-six millions huit cent quatre-vingt-treize mille cent trente-quatre dollars américains (USD 26.893.134.-), quatorze millions sept cent vingt mille neuf cent soixante-sept (14.720.967) actions sont dûment présentes ou représentées à la présente assemblée générale.

V.- Conformément à l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, la présente assemblée générale a pu délibérer valablement, étant donné que plus de la moitié du capital était présente ou représentée.

VI.- En conséquence, la présente assemblée a été régulièrement constituée et a pu valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Après avoir amplement débattu, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée a décidé de nommer Monsieur Fred THOMAS, représentant de la société Company and Accounting Services S.A., employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en qualité de président du bureau de la présente assemblée.

Deuxième résolution

L'assemblée a décidé de recevoir et d'approuver les comptes de la société au 30 septembre 2010 et au 17 février 2011 remis par le conseil d'administration avant la présente assemblée.

Lesdits comptes demeureront annexés aux présentes pour être enregistrés avec elles.

Troisième résolution

L'assemblée a décidé de ratifier les actes des administrateurs effectués postérieurement à la dernière assemblée générale annuelle tenue le 26 mars 2010, incluant les transactions avec Newco telles que décrites dans la section 3 de la circulaire accompagnant l'avis de convocation à la présente assemblée générale, concernant et complétant les termes du - Contribution Agreement - et mettant fin à la cotation des actions de la société au London Stock Exchange.

Quatrième résolution

L'assemblée a décidé de mettre fin à la cotation des actions de la société à la Bourse de Luxembourg et de désigner M Partners pour effectuer ce retrait.

Cinquième résolution

L'assemblée a décidé d'accorder décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour leurs actes et devoirs effectués postérieurement à la dernière assemblée générale annuelle tenue le 26 mars 2010.

Sixième résolution

L'assemblée a décidé de dissoudre anticipativement la société et de la mettre en liquidation.

Septième résolution

L'assemblée a décidé de nommer comme liquidateur la société de droit britannique "DAMSOR LIMITED", avec siège social à BS25 1AG Somerset (Royaume-Uni), 40, Woodborough Road, Winscombe, inscrite au registre des sociétés pour l'Angleterre et le Pays de Galles sous le numéro 7261567.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter son mandat et spécialement tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale même dans les cas où elle est requise par la loi.

Le liquidateur peut, sous sa seule responsabilité, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires, pour des opérations spéciales et déterminées.

Le liquidateur est dispensé d'effectuer un inventaire et peut se référer aux livres et écritures comptables de la société.
Le liquidateur doit signer tous les documents relatifs à la liquidation.

Huitième résolution

L'assemblée a décidé, en ce qui concerne et sous condition de l'adoption des résolutions 6 et 7 de l'avis de convocation de la présente assemblée générale extraordinaire, d'autoriser le liquidateur à réaliser tous les actifs restants et à apurer tout le passif restant de la société, et de désigner Housestaple Limited, enregistrée auprès du registre de commerce d'Angleterre et Pays de Galle, sous le numéro 5389933 en qualité d'agent chargé de distribuer aux actionnaires les actions de Newco détenues par la société dans les termes résumés à la page 6 de la circulaire accompagnant l'avis de convocation à la présente assemblée.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de nommer Monsieur Peter MILNE, Réviseur d'Entreprise, demeurant au 57, rue d'Aspelt, L-5710 Aspelt, (Luxembourg), comme commissaire-vérificateur pour vérifier le travail du Liquidateur.

Dixième résolution

L'assemblée a décidé de ratifier l'avis de convocation à la seconde assemblée générale extraordinaire établi par les administrateurs, annexé à l'avis de convocation de la présente assemblée et de recevoir les rapports du liquidateur et du commissaire-vérificateur.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes, est évalué à deux mille cinq cents euros (€ 2.500.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui parle et comprend l'anglais, déclare que le présent acte, rédigé en langue anglaise, est suivi d'une version française; à la requête des personnes comparantes et en cas de divergences entre les deux versions, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ont signé avec Nous notaire le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: THOMAS, SANTAVICCA, J.M. WEBER, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 23 février 2011. Relation: CAP/2011/694. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 1^{er} mars 2011.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2011035492/240.

(110038019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2011.

Atert Optik S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8510 Redange-sur-Attert, 48, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 145.734.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 13.04.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011052777/10.

(110058634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

AXA Assurances Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 53.466.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14/04/2011.

Claudine FRUTSAERT.

Référence de publication: 2011052778/10.

(110059177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

AXA Assurances Vie Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 53.467.

—
Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14/04/2011.

Claudine FRUTSAERT.

Référence de publication: 2011052779/10.

(110059179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Peinture Cesario s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4995 Schouweiler, 9, rue Robert Schuman.

R.C.S. Luxembourg B 159.261.

—
STATUTS

L'an deux mille onze, le onze février.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

Monsieur José Carlos MOREIRA MARTINS CESARIO, peintre-décorateur, né à Pétange le 21 février 1975, demeurant à L-4995 Schouweiler, 9, rue Robert Schuman.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il va constituer.

Titre I^{er}. Raison sociale, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de peinture et de décoration intérieure et extérieure, le placement d'isolation thermique et acoustique, la pose de revêtements de sols et de murs, les travaux de rénovation de façades, ainsi que le commerce en gros et en détail d'articles de droguerie, couleurs, peintures et produits d'entretien.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements et garanties.

Elle peut également s'intéresser par voie d'association, d'apport ou de fusion, de souscription et de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes les sociétés ou entreprises existantes ou à créer, dont l'objet social serait analogue ou connexe au sien ou qui seraient susceptibles de constituer pour elle une source d'approvisionnement ou une possibilité de débouchés.

Art. 3. La société prend la dénomination de "PEINTURE CESARIO S.à r.l."

Art. 4. Le siège social est établi à Schouweiler.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II. Capital social, Apports, Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés; elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 9. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 10. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. Gérance

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 12. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Titre IV. Décisions et Assemblées générales

Art. 13. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 14. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 15. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Titre V. Exercice social, Inventaires, Répartition des bénéfices

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 18. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Titre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 19. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commence en date de ce jour et finit le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

Les cent (100) parts sociales sont toutes souscrites par l'associé unique Monsieur José Carlos MOREIRA MARTINS CESARIO, préqualifié.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500,-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à neuf cent cinquante euros (€ 950,-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant ci-avant désigné, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1.- Monsieur José Carlos MOREIRA MARTINS CESARIO, préqualifié, est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.

2.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

3.- Le siège social est établi à L-4995 Schouweiler, 9, rue Robert Schuman.

Le comparant déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et agir pour son propre compte et certifie que les fonds servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livrera pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: MOREIRA MARTINS CESARIO, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 16 février 2011. Relation: CAP/2011/601. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 3 mars 2011.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2011035497/134.

(110038042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2011.

AXA Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 35.944.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14/04/2011.

Claudine FRUTSAERT.

Référence de publication: 2011052780/10.

(110059174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Belux Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1112 Luxembourg, 76, rue de l'Aciérie.

R.C.S. Luxembourg B 108.234.

Les comptes annuels rectificatifs de la société au 30 avril 2009 remplaçant la première version des comptes déposés (numéro du dépôt initial au RCS: L110011878.04), ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2011.

Référence de publication: 2011052781/12.

(110059194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Wallberg Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 137.988.

Im Jahre zweitausendelf, den achtundzwanzigsten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine WEINANDY mit dem Amtswohnsitze zu Clerf,

Sind erschienen

die Aktionäre der Aktiengesellschaft «Wallberg Invest S.A.» (2008 2209 795) mit Sitz zu L-1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison,

gegründet zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit Amtswohnsitze zu Luxemburg, am 19. März 2008, veröffentlicht im Memorial C Nummer 1198 vom 17. Mai 2008, RCS B 137.988,

mit einem Kapital von EINHUNDERTFÜNFUNDZWANZIG TAUSEND EURO (125.000,- €) eingeteilt in ZWEI TAUSEND FÜNF HUNDERT (2.500) Aktien mit einem Nennwert von FÜNFZIG EURO (50,- € um zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammenzutreten.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Michael MARX, Bankangestellter, mit Berufsadresse zu L-1445 Luxembourg, 4, rue Thomas Edison.

Der Vorsitzende beruft zum Sekretär Frau Ursula BERG, Bankangestellte, mit Berufsadresse zu L-1445 Luxembourg, 4, rue Thomas Edison.

Der Vorsitzende beruft zum Stimmenzähler Herr Björn PREISS, Bankangestellter, mit Berufsadresse zu L-1445 Luxembourg, 4, rue Thomas Edison.

Der Vorsitzende stellt unter einstimmiger Zustimmung der Versammlung Folgendes fest:

1.- Die Aktionäre sind unter Angabe des Namens, Vornamens sowie Stückzahl der vertretenen Aktien, auf einer Anwesenheitsliste verzeichnet und die Aktionäre beziehungsweise deren Vertreter, haben sich auf die Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift eingetragen.

Die Anwesenheitsliste wird durch den Vorsitzenden abgeschlossen und durch den Verwaltungsvorstand gezeichnet. Sie wird gegenwärtigem Protokoll nebst den darin erwähnten Vollmachten, welche durch die Erschienenen «ne variatur» paraphiert wurden, beigelegt bleiben, um mit demselben einregistriert zu werden.

2.- Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das nötige Quorum erreicht ist und, dass somit die Versammlung befugt ist, über die nachstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschliessen:

3.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

a.- Erhöhung des gezeichneten Gesellschaftskapitals in Höhe von EINHUNDERTFÜNFUNDZWANZIG TAUSEND EURO (125.000,- €) um EINHUNDERTFÜNFUNDZWANZIG TAUSEND EURO (125.000,- €) auf ZWEIHUNDERTFÜNFZIG TAUSEND EURO (250.000,- EUR) durch Einzahlung in bar und Ausgabe von zwei tausend fünf hundert (2.500) neuen Aktien mit einem Nominalwert von je FÜNFZIG EURO (50,- €).

b.- Änderung von Artikel 5 Absatz 1 der Satzung

c.- Änderung von Artikel 16 der Satzung

d.- Verschiedenes.

Nach Beratung fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, das gezeichnete Gesellschaftskapital von derzeit EINHUNDERTFÜNFUNDZWANZIG TAUSEND EURO (125.000,- €) um EINHUNDERTFÜNFUNDZWANZIG TAUSEND EURO (125.000,- €) auf ZWEIHUNDERTFÜNFZIG TAUSEND EURO (250.000,-EUR) durch Einzahlung in bar und Ausgabe von zwei tausend fünf hundert (2.500) neuen Aktien mit einem Nominalwert von je FÜNFZIG EURO (50,- €) zu erhöhen.

Die insgesamt zwei tausend fünf hundert (2.500) neue Aktien wurden gezeichnet und eingezahlt durch die Gesellschaft FAS S.A. Fiduciaire et Agence de Services S.A mit Sitz zu L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange für 2025 Aktien, und die Europäische Genossenschaftsbank mit Sitz in Luxembourg-Strassen für 475 Aktien.

Der Beweis der Existenz und des Wertes der gesamten Einlage wurde dem unterzeichneten Notar erbracht.

Zweiter Beschluss

Infolge der vorstehenden Kapitalerhöhung hat Artikel 5 Absatz 1 folgenden Wortlaut:

„ **Art. 5. Absatz 1.** Das gezeichnete Aktienkapital beträgt ZWEIHUNDERTFÜNFZIG TAUSEND EURO (250.000,- EUR). Es ist in fünftausend (5.000) Aktien mit einem Nennwert von je FÜNFZIG EURO (EUR 50,-), eingeteilt und in voller Höhe einbezahlt.“

Dritter und Letzter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, Artikel 16 abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 16.** Die ordentliche Generalversammlung findet am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung bestimmten Ort der Gemeinde des Gesellschaftssitzes jeweils um 11.00 Uhr am dritten Donnerstag des Monats Juni eines jeden Jahres oder, wenn dieser Tag auf einen Tag fällt, der in Luxemburg nicht Bankarbeitstag ist, am nächsten darauffolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg statt.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Infolge der vorstehenden Kapitalerhöhung erklären die Erschienenen, die fünftausend (5.000) Aktien wie folgt zu zeichnen:

a) FAS S.A. Fiduciaire et Agence de Services S.A, vorbenannt,	4.050 Aktien
b) Europäische Genossenschaftsbank S.A., vorbenannt,	950 Aktien
Total	5.000 Aktien»

Diese Beschlüsse wurden einstimmig getätigt.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

Die Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen, die der Gesellschaft anlässlich gegenwärtiger Urkunde entstehen, werden auf ungefähr 1.700,00,- EURO geschätzt.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Luxemburg-Strassen, 4, rue Thomas Edison, Am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat der Versammlungsvorstand mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Marx, Berg, Preiss, Martine Weinandy.

Enregistré à Clervaux, le 3 mars 2011. Relation: CLE/2011/206. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Francis Kler.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt zwecks Eintrag im Firmenregister.

Clerf, den 4. März 2011.

Martine WEINANDY.

Référence de publication: 2011035517/80.

(110038010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2011.

BHW Invest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 16, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 51.859.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2011.

BHW Invest GmbH

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2011052782/13.

(110058633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Bijoptic Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6940 Niederanven, 141, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 145.789.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 13.04.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011052783/10.

(110058632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Am Kundel, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-6681 Mertert, 10, rue de Manternach.

R.C.S. Luxembourg E 4.039.

L'an deux mil onze, le deux février.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Redange/Attert.

ONT COMPARU:

1. Madame Jacqueline GOTTING, hôtelière, née le 19 janvier 1946 à Luxembourg, numéro de matricule 1946 01 19 165 et son époux, Monsieur Ferdinand GOEDERT, hôtelier en retraite, né le 9 février 1946 à Reisdorf, numéro de matricule 1946 02 09 016, les deux demeurant ensemble à L-6681 MERTERT, 10 rue de Manternach,

déclarant être mariés sous le régime de la communauté universelle de biens, suivant contrat de mariage reçu par Maître André PROST, alors notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 13 décembre 1977,

ici représentée par Madame Danielle GOEDERT, employée privée, née le 4 mai 1971 à Luxembourg, numéro de matricule 1971 05 04 221, demeurant à L-6681 MERTERT, 10 rue de Manternach, en vertu d'une procuration sous seing privé, signée à Mertert, en date du 24 janvier 2011,

laquelle procuration, après avoir signée «ne varietur» par toutes les parties comparantes ainsi que par le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être signée avec le présent acte,

2. Monsieur Romain HARTMANN, employé privé, né le 20 octobre 1970 à Luxembourg, numéro de matricule 1970 10 20 173, demeurant à L-6681 MERTERT, 10 rue de Manternach,

laquelle partie comparante, sur question du notaire, déclare ne pas être mariée ni être engagée dans un partenariat déclaré tel que prévu par la loi du 9 juillet 2004,

3. Madame Danielle GOEDERT, employée privée, née le 4 mai 1971 à Luxembourg, numéro de matricule 1971 05 04 221, demeurant à L-6681 MERTERT, 10 rue de Manternach,

laquelle partie comparante, sur question du notaire, déclare ne pas être mariée ni être engagée dans un partenariat déclaré tel que prévu par la loi du 9 juillet 2004,

Lesquelles parties comparantes ont prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Les parties comparantes sont les associés uniques de la société civile immobilière

AM KUNDEL

établie et ayant son siège social à L-6681 MERTERT, 10 rue de Manternach,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 23 décembre 2008,

publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations en date du 12 mars 2009, numéro 543, page 26.042,

inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro E 4.039,

et dont le capital social est fixé à 500.000.- EUROS (cinq cent mille euros) représenté par 100 parts d'intérêts de CINQ MILLE EUROS (5.000.- euros) chacune, les dits parts sociales appartenant à chacune des quatre parties comparantes à raison de 25 parts sociales.

Les dites parties comparantes déclarent se constituer en assemblée générale extraordinaire et représentant l'intégralité du capital social, déclarent et reconnaissent que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sans convocation préalable.

Sur ce, les parties comparantes, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés uniques décident d'augmenter le capital social de la dite société à concurrence de la somme de 300.000.- EUROS (trois cent mille euros) de façon à porter le capital social de la société à la somme totale de HUIT CENT MILLE (800.000.-) euros, le tout moyennant la création et l'émission de soixante (60) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de cinq mille (5.000.-) euros chacune, donnant les mêmes droits et avantages que les anciennes parts sociales, de façon à porter le capital social de son montant actuel de CINQ CENT MILLE EUROS (500.000.-) à la somme de HUIT

CENT MILLE EUROS (800.000.-) représenté par 160 (CENT SOIXANTE) parts sociales d'une valeur nominale de cinq mille (5.000.-) euros chacune.

Deuxième résolution

Les associés décident d'admettre à la souscription de l'augmentation de capital ci-avant décidée les personnes suivantes:

Madame Jacqueline GOTTING	15 parts sociales
Monsieur Ferdinand GOEDERT	15 parts sociales
Madame Danielle GOEDERT	15 parts sociales
Monsieur Romain HARTMANN	15 parts sociales

Souscription - Libération

Les souscriptions et libérations de différentes parts sociales ont lieu comme suit:

Souscription:

Ces parts d'intérêts sont souscrites comme suit:

Jacqueline GOTTING	15 parts
Ferdinand GOEDERT	15 parts
Danielle GOEDERT	15 parts
Romain HARTMANN	15 parts

Libération

Les parties comparantes déclarent quant à la libération du capital social de la société ce qui suit:

1. En libération des parts souscrites par Madame Jacqueline GOTTING et Monsieur Ferdinand GOEDERT, préqualifiés, ces derniers apportent en pleine propriété l'immeuble suivant:

Un terrain sis à Mertert, rue Basse, inscrit au cadastre de la commune de Mertert comme suit:

Commune de Mertert, Section C de Mertert

Numéro cadastral 1335/8615, lieu-dit «Rue Basse», place (occupée) bâtiment non défini, faisant en tout 3 ares 77 centiares.

2. Les parts sociales souscrites par Madame Danielle GOEDERT et Monsieur Romain HARTMANN seront libérées au moyen d'apports en numéraire.

Toutefois, Madame Danielle GOEDERT et Monsieur Romain HARTMANN, déclarent ne pas avoir libéré leurs parts actuellement.

Les parties comparantes Danielle GOEDERT et Romain HARTMANN s'engagent toutefois par les présentes, chacun séparément et solidairement, de libérer le capital social souscrit par elles à la première demande de la part du gérant ou de l'administrateur de la société, requérant la libération du capital souscrit par les parties comparantes, et ce en fonction du taux de libération requis par le dit gérant ou administrateur.

Il est convenu encore spécialement entre parties soussignées que les parts sociales souscrites par Madame Danielle GOEDERT et Monsieur Romain HARTMANN ne sont pas cessibles aussi longtemps qu'elles ne sont pas libérées, et ne donnent par ailleurs aucun droit de vote pendant la période où les dites parts ne sont pas libérées.

Evaluations:

L'immeuble précédât est évalué en pleine propriété à la somme de 150.000.-euros (cent cinquante mille euros).

Origine de propriété:

L'immeuble prédésigné appartient à Monsieur Ferdinand GOEDERT et à Madame Jacqueline GOTTING, préqualifiés, comme suit:

Pour un-quart: à Madame Jacqueline GOTTING, préqualifiée, pour l'avoir reçu dans le cadre de la succession de feu son père, Monsieur Hubert GOTTING, de son vivant, employé, décédé à Mertert en date du 23 septembre 1973, de même que dans le cadre de la succession de feu sa mère, Madame Joséphine THULL, de son vivant femme au foyer, décédée à Berbourg, en date du 14 octobre 2007.

Pour trois-quart: pour l'avoir acquis suivant acte de vente reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 21 février 2008, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg en date du 11 mars 2008, volume 2.116, numéro 60.

Par la suite, l'Administration Cadastre a procédé à une division parcellaire, par laquelle l'immeuble acquis par les époux GOEDERT-GOTTING a été divisé en deux parcelles, savoir les nouveaux numéros 1335/8615 et 1335/8614, tel que cela résulte d'un plan dressé par Monsieur le Géomètre Officiel de l'Administration du Cadastre, Henri KNAFF, lequel plan restera en copie annexée aux présentes pour être - après avoir été signé "ne varietur" par toutes les parties comparantes et le notaire instrumentaire - enregistré avec le présent acte.

Les époux GOEDERT-GOTTING étant mariés sous le régime de la communauté universelle, l'immeuble dont question leur appartient intégralement et par conséquent en pleine propriété.

Conditions générales:

La société préqualifiée aura la pleine propriété de l'immeuble apporté à compter de ce jour à charge de payer et supporter dès ce moment tous impôts, taxes et contributions généralement quelconques.

Les apports sont faits sous les garanties de droit.

Les propriétés immobilières sont apportées pour quittes et libres de toutes charges hypothécaires généralement quelconques, dans l'état où elles se trouvent actuellement, sans garantie des vices et défauts pouvant y être attachés, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, dont elles pourraient être avantagées ou grevées, sauf à la société à faire valoir les unes à son profit et à se défendre des autres, le tout à ses frais, risques et périls et sans recours contre les apporteurs.

Les contenances sus indiquées ne sont pas garanties, toute différence en plus ou en moins, excédât-elle un vingtième, fera profit ou perte pour la société préqualifiée.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide, en conséquence de ce qui précède, de modifier l'article 5 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social est fixé à 800.000.- EUROS (huit cent mille euros) représenté par 160 parts d'intérêts de CINQ MILLE EUROS (5.000.- euros) chacune. »

Déclarations générales

Les parties déclarent que leur identité est conforme à celle indiquée en tête des présentes et qu'elles ne sont pas dans un état civil, civique ou commercial mettant obstacle à la libre disposition de leurs droits et biens.

Certificat d'état civil

Le notaire soussigné atteste et certifie l'exactitude des indications d'état civil des parties comparantes d'après leurs cartes d'identité le tout conformément à la loi du 26 juin 1953.

Evaluation des frais

Les frais qui incombent à la Société en raison de la présente augmentation de capital sont évalués à TROIS MILLE (3.000.-) euros.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée générale est close.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux parties comparantes, celles-ci ont signé avec le notaire le présent acte et avec indication que les parties comparantes déclarent vouloir bénéficier des dispositions de l'article 7 de la loi du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, avec indication que la partie comparante sub 2 est l'enfant légitime des époux Goedert, préqualifiés.

Signé: Danielle Goedert, Hartmann, Reuter.

Enregistré à Redange/Attert, le 4 février 2011. Relation: RED/2011/253 Reçu neuf cents euros 150.000,00.-6 à 0,50 % = 750,00.-€ + 2/10 = 150,00.-€ 900,00.-€.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Redange/Attert, le 7 mars 2011.

Karine REUTER.

Référence de publication: 2011035520/140.

(110038629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2011.

BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 27.605.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011052784/10.

(110059129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Contere, Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 93.880.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14/04/2011.

Claudine FRUTSAERT.

Référence de publication: 2011052786/10.

(110059182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Calypso Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 93.712.

Le bilan consolidé au 30 septembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CALYPSO SICAV

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011052788/12.

(110058753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Centre de Vue Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6131 Junglinster, 7, rue Nicolas Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 145.790.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Bertrange, le 13.04.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011052789/10.

(110058631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

DHCRE II HoldCo II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 261.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 113.167.

In the year two thousand and eleven on the twenty second day of February.

Before Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of "DHCRE II HoldCo II S.à.r.l." (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, incorporated on 9th November 2005 by deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 651 of 30th March 2006.

The articles of incorporation have been amended for the last time by a deed of Me Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, on 12th October 2009, published in the Mémorial, number 2255 of 18th November 2009.

The meeting was presided by Karl Pardaens, maître en droit, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary and scrutineer Ines Aliane, maître en droit, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I) It appeared from an attendance list that all (a) eight hundred (800) Class A Shares, (b) forty (40) Class B Shares, (c) eight hundred (800) Class C1 Shares, (d) eight hundred (800) Class C2 Shares, (e) eight hundred (800) Class C3 Shares, (f) eight hundred (800) Class D Shares, (g) eight hundred (800) Class E Shares, eight hundred (800) Class F1 Shares, (h) eight hundred Class G Shares, (i) eight hundred (800) Class H Shares, (j) eight hundred (800) Class I Shares, (k) eight hundred Class J Shares, and (l) eight hundred (800) Category Z Shares (being a total of nine thousand six hundred and forty (9,640) Shares in issue in the Company) were duly represented at the present general meeting.

The attendance list, signed by the proxyholders of the shareholders represented and the members of the bureau, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

II) The shareholders represented, declared having had prior knowledge of the agenda so that the meeting may validly decide on all the items of the agenda, without any obligation to justify the accomplishment of the convening formalities.

III) The items on which resolutions are to be passed are as follows, all resolutions being passed as one sole resolution:

Agenda

(A) Amendment and restatement of the articles of incorporation in order to inter alia provide for Linked Classes of Shares relating to the same Investment but giving different entitlements in relation thereto, the terms of such Classes of Shares and related entitlements, and such other amendments as set forth in the amended and restated articles of incorporation substantially in the form attached to the proxies, including the amendments resulting from the creation of classes, capital increase and issue of shares under agenda items (B) and (C);

(B) Creation of two (2) classes of shares, namely Class K (I) and Class K (CG), each with such entitlements as set forth in the amended and restated articles under item 5, decision that Class K (I) and Class K (CG) are Linked Classes relating to the Spanish Retail Investment being the investment by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not;

(C) Increase of the issued share capital by an amount of twenty thousand Euro (€ 20,000) to two hundred and sixty one thousand Euro (€ 261,000) by the issue of (i) four hundred Class K (CG) Shares, each with a nominal value of twenty-five Euro (€ 25) per share and (ii) four hundred Class K (I) Shares, each with a nominal value of twenty-five Euro (€ 25) per share, for a total subscription price of twenty thousand Euros (€ 20,000) in the proportions set out hereafter:

Subscriber	Class K (CG) Shares	Class K (I) Shares
DHCRE II HoldCo I S.àr.l	400	400
TOTAL	400	400

allocation of an amount equal to the nominal value of the new shares of the subscription price for the new shares to the share capital account and the difference to the share premium; payment of the total subscription price by the subscribers in cash; and consequential amendment of article 5 of the Articles (as included in the amended and restated articles);

Thereafter, the general meeting of shareholders unanimously resolved as follows:

Sole resolution

The meeting resolved to amend and restate the articles of incorporation in order to inter alia provide for Linked Classes of Shares relating to the same Investment but giving different entitlements in relation thereto, the terms of such Classes of Shares and related entitlements, and such other amendments as set forth in the amended and restated articles of incorporation as set forth herebelow (including the amendments resulting from the creation of classes, capital increase and issue of shares resolved upon herebelow).

The meeting resolved to create two (2) classes of shares, namely Class K (I) and Class K (CG), each with such entitlements as set forth in the amended and restated articles. The meeting resolved that Class K (I) and Class K (CG) are Linked Classes (as defined in the amended and restated articles) relating to the Project Spanish Retail Portfolio Investment being the investment by way of the investment by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not..

The meeting resolved to increase the issued share capital by twenty thousand (€ 20,000) to two hundred and sixty one thousand Euro (€ 261,000) by the issue of (i) four hundred (400) Class K (CG) Shares, each with a nominal value of twenty-five Euro (€ 25) per share and (ii) four hundred (400) Class K (I) Shares, each with a nominal value of twenty-five Euro (€ 25) per share, for a total subscription price of twenty thousand (€ 20,000) to the subscribers as set forth in the agenda, and the subscribers subscribed to the new shares so issued as set forth in the agenda. The meeting resolved to allocate an amount equal to the nominal value of the new shares of the subscription price for the new shares to the share capital account and the difference to the share premium

Evidence of the payment of the total subscription price was shown to the undersigned notary.

The meeting resolved to amend and restate the articles of incorporation of the Company as follows:

Art. 1. Name. Between the initial subscribers and those who become holders of the Shares (parts sociales) thereafter, a limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name DHCRE II Holdco II S.àr.l (the "Company") is constituted and existing, governed by these Articles of Incorporation and the relevant legislation.

Art. 2. Object, Purpose. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, preferred equity certificates and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg. The Company may borrow in any form and provide security for its borrowings and proceed by private placement

to the issue of bonds and debentures as well as any other securities or certificates including notes, certificates or other instruments convertible into Shares.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or security or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or its affiliates entities or any other entity it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly In all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period. The Company does not come to an end by the death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any Shareholder.

Art. 4. Registered office.

4.1 The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary General Meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles of Incorporation.

4.2 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the Board of Managers.

4.3 The Company may have offices and branches in Luxembourg.

Art. 5. Share Capital.

5.1. The Company has an issued and subscribed fully paid-up capital of two hundred sixty-one thousand Euro (€ 261,000) divided into,

- eight hundred (800) Class A shares,
- forty (40) Class B shares,
- eight hundred (800) Class C1 shares,
- eight hundred (800) Class C2 shares,
- eight hundred (800) Class C3 shares,
- eight hundred (800) Class D shares,
- eight hundred (800) Class E shares,
- eight hundred (800) Class F1 shares,
- eight hundred (800) Class G shares,
- eight hundred (800) Class H shares,
- eight hundred (800) Class I shares,
- eight hundred (800) Class J shares,
- four hundred (400) Class K (CG) shares,
- four hundred Class K (I) shares, and
- eight hundred (800) Category Z Shares,

each with a nominal value of twenty five Euro (€ 25.-)."

5.2 The share capital may be increased by the issue of new shares upon resolution by the shareholders meeting. The new shares may be issued in the form of share classes (which may be Simple Classes or Linked Classes).

5.3 Each Class of Shares (or as the case may be Linked Classes if so specified) shall be issued in connection with the acquisition or making by the Company of a specific investment directly or indirectly (each a "Specific Investment"). The subscription price paid to the Company upon the issuance of shares of a particular class (or Linked Classes) (including for the avoidance of doubt any share premium) (the "Subscription Price"), net of all costs payable by the Company in connection with such issuance including, but not limited to, capital duty, notarial fees and publication costs ("Issuance Costs"), shall be invested directly or indirectly in one and the same Specific Investment.

- Class A relates to the Kings Hill Investment,
- Class B relates to the Kista Investment,
- Class C1 relates to the Via Cavour Investment,
- Class C2 relates to the Via Lamarmora (Brescia) Investment,
- Class C3 relates to the Via San Lazzaro Investment,
- Class D relates to the Howick Place Investment,
- Class E relates to the Blythe Valley Investment,
- Class F1 relates to the Golf Parc Toulouse Investment,
- Class G relates to the Aranco Investment,
- Class H relates to the Via Imbonati Investment,
- Class I relates to the Salisbury Investment,

- Class J relates to the Udine Investment,
- Class K (CG) and Class K (I) (being Linked Classes) relate to the Spanish Retail Portfolio Investment, and
- Category Z is not related to a Specific Investment."

5.4 In relation to each Specific Investment, the Board of Managers will, in the internal accounts of the Company, establish a separate compartment of assets and liabilities of the Company in the following manner:

5.4.1 the Subscription Price of the relevant class of shares (or Linked classes) and the proceeds of any shareholder loans, certificates debt or other instruments convertible or not which may from time to time be granted to, or issued by, the Company by or to its shareholder(s) ("Instruments") in connection with the relevant Specific Investment, as well as assets acquired with such funds contributed to or borrowed by the Company, in each case shall be applied in the internal books of the Company to the compartment established for such Specific Investment;

5.4.2 any income or proceeds earned by the Company on, or any asset derived from, the assets allocated to a compartment shall be allocated to that compartment;

5.4.3 any liability, costs and expenses (including provisions) relating to assets allocated to a compartment or to any action taken in connection with a compartment or an asset of a particular compartment or in connection with the issuance of shares or other instruments of the particular class (such as Issuance Costs) as well as all administration expenses, tax liabilities and other costs and expenses of the Company attributable to the relevant Specific Investment or the operation or administration of that compartment shall be allocated to that compartment;

5.4.4 in the case where any liability or expense of the Company cannot be considered as being attributable solely to a particular compartment, such liability or expense shall be allocated between all the existing compartments on the basis of the Allocation Key of each compartment or pro rata to the relevant compartments to which the liability or expense relates;

5.4.5 any distributions or payments (including payments of the price payable by the Company for shares of the relevant class repurchased by it) made to shareholders in respect of a compartment shall reduce the net assets of that compartment.

5.4.6 the net assets of each compartment ("Net Assets") will be equal to the sum of the value of the Specific Investment of that compartment and all other assets attributable to that compartment in accordance with these articles less all the liabilities, costs and expenses allocated to that compartment in accordance with these Articles.

5.4.7. In case of Linked Classes the Board may decide (but shall not be obliged) to within the relevant compartment establish internal accounts per relevant class of the Linked Classes on the basis of the economic entitlements of the Linked Classes respectively and apply the above provisions mutatis mutandis.

5.5 Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Cancellation of entire Class of Shares and Reduction of share capital.

6.1 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire Class of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in the relevant Class by approval at the General Meeting of shareholders resolving at the quorum and majorities provided for the amendment of the Articles.

6.2 In case of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of one or more Class of Shares, the holders of Shares of the repurchased and cancelled Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value per Share (as calculated in accordance with Article 6.4) for each Share of the relevant Class held by them and cancelled (and in the case of Linked Classes, the Linked Class Cancellation Value per Share for the repurchased Linked Class).

6.3 The Board of Managers shall, in case of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Class of Shares, calculate the Class Available Amount for the repurchased Class (and in the case of Linked Classes, the Linked Class Available Amount for the repurchased Linked Class) (always subject to the amount of available profits, premium and reserves of the Company) on the basis of the interim accounts of the Company and interim internal accounts relating to the relevant Class which shall be prepared on the basis set out in Article 5, each time not older than 8 days (together, the "Interim Accounts").

6.4 The "Cancellation Value per Share" shall be calculated by dividing the Class Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled and the "Linked Class Cancellation Value per Share" shall be calculated by dividing the Linked Class Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled.

6.5 The "Class Cancellation Amount" and the "Linked Class Cancellation Amount" shall be an amount determined by the Board of Managers and approved by the General Meeting on the basis of the Interim Accounts (and in the case of a Linked Class, the Entitlement of that Class).

6.6 Subject always to the amount of available net profits, reserves and premium of the Company, the Class Cancellation Amount for the Class of Shares to be repurchased and cancelled shall be the Class Available Amount (and in case of a Linked Class, the Linked Class Cancellation Amount for the Linked Class of Shares to be repurchased and cancelled shall be the Linked Class Available Amount) unless otherwise resolved by the General Meeting of Shareholders in the manner

provided for an amendment of the Articles provided however that the Class Cancellation Amount (or as the case may be the Linked Class Cancellation Amount) shall never be higher than the Class Available Amount (respectively the Linked Class Available Amount) and provided further that the Class Cancellation Amount (or as the case may be the Linked Class Cancellation Amount) shall never be greater than the amount of available net profits, reserves and premium of the Company.

6.7 Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class, the Cancellation Value per Share (or as the case may be the Linked Class Cancellation Amount) will become due and payable by the Company.

Art. 7. Board of Managers.

7.1 The Company is managed as determined by the Board of Managers appointed as a collegiate body by the General Meeting of Shareholders in accordance with the provisions set out hereafter. The Managers need not be Shareholders. The Board of Managers shall comprise (other than in case of a vacancy for reasons of resignation, revocation or otherwise) of the number of members determined by the General Meeting of Shareholders by a resolution of Shareholders and duly recorded in the minutes of such Meeting.

7.2 The Board Members are appointed and removed from office by the General Meeting of Shareholders resolving at the simple majority of the issued share capital pursuant to Article 13, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the Managers are appointed for an undetermined period. The Managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

7.3 Any decision as to the payment of director's fees to Board Members, entering into employment or like agreements with Board Members or amendments thereto shall be subject to the decision of the General Meeting of Shareholders resolving at the simple majority of the issued share capital pursuant to Article 13.

Art. 8. Board Proceedings.

8.1 The Board of Managers may elect a chairman among its members.

8.2 The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the Managers is present or represented at a meeting.

8.3 Meetings of the Board of Managers shall be called by or on behalf of anyone of the Managers with at least two (2) days prior notice, unless corporate affairs require a shorter notice period or for urgency (down to two (2) hours) in writing, fax, email or otherwise as practical. The convening notice may be waived by the unanimous consent given in writing or by fax or email by all Managers. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers. Managers

8.4 Any Manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference-call or by other similar means of communication.

8.5 Decisions of the Board of Managers shall be taken by the favourable votes of the majority of the Board Members present or represented at the relevant meeting.

8.6 The minutes of any meeting of the Board of Managers shall be signed by any one Board Member. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by any one Board Member or as resolved by the Board.

8.7 The Board may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any Manager.

Art. 9. Board Powers, Binding Signatures.

9.1 The Board of Managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the Articles of Incorporation to the General Meeting or the prior authorisation of the General Meeting shall be within the competence of the Board of Managers. Vis-à-vis third parties the Board of Managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the Articles of Incorporation to the General Meeting or the prior authorisation of the General Meeting or as may be provided herein.

9.2 The Company will be bound by the single signature of any one Board Member or by the joint or single signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the Board of Managers.

Art. 10. Conflicts. No contract or other transaction between the Company and any other corporation or entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or officers of the Company is interested in or is a manager, director, officer or employee of such other corporation or entity. Any Manager or officer of the Company who serves as manager, director, officer or employee of any corporation or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not solely by reason of such affiliation with such other corporation or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 11. Manager and Officer Indemnification.

11.1 Subject to the exceptions and limitations in Article 11.3 below every person who is, or has been, a Manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved in as a party or otherwise by virtue of him being or having been a Manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

11.2 The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

11.3 No indemnification shall be provided to any Manager or officer against any liability to the Company or its Shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office or in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the Board of Managers. No indemnification will be provided in defending proceedings (criminal) in which that Manager or officer is convicted of an offence.

11.4 The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any Manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including Managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

11.5 Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the relevant current or future officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article 11.

Art. 12. Transfer of Shares. The Shares are freely transferable among the Shareholders. Any Transfers of Shares to Persons other than the Shareholders (the "non-Shareholders") shall always be subject to the approval of Shareholders holding at least 75% (three-quarters) of the share capital (of whatever class) of the Company, and will be effective and recognised by the Company only if realised in compliance with, the provisions set out in these Articles of Incorporation. Any inscription of a Transfer of Shares will be subject to compliance with the provisions set out in the present Articles of Incorporation.

Art. 13. Shareholder Decisions.

13.1 Shareholders' decisions are taken by the General Meeting of Shareholders. However, the holding of a meeting is not compulsory as long as the number of Shareholders is less than twenty-five and in such case Shareholders' resolutions may be validly passed in writing. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of Shareholders of the Company. All Shares in issue (regardless of Class or Category) shall vote as a single class.

13.2 Each Shareholder may take part in General Meetings or written resolutions. Each Shareholder has a number of votes equal to the number of Shares (of whatever class or category) he owns and may validly act at any meeting of Shareholders through a special proxy.

13.3 Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail or courier to Shareholders to their address appearing in the register of Shareholders held by the Company at least five (5) days prior to the date of the Meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the Meeting may be validly held without prior notice. In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the Shareholders at their addresses inscribed in the register of Shareholders held by the Company at least five (5) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as set out herein for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolutions may be passed at any time without prior notice.

13.4 (i) Except as otherwise provided herein, decisions of the General Meeting shall be validly adopted if approved by Shareholders representing more than half of the corporate capital; (ii) however, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation must be taken by (x) a majority of the Shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital; and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing 100% of the issued share capital.

13.5 In case and for as long as the Company has more than 25 Shareholders, an annual General Meeting shall be held on 30th May at 12:00 am of each year. If such day is not a business day in Luxembourg, the Meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 14. Accounting Year. The accounting year of the Company begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 15. Annual Accounts, Auditor.

15.1 Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the Board of Managers.

15.2 The operations of the Company shall, if the Company has more than 25 Shareholders be subject to the supervision of a statutory auditor. In such case the statutory auditor shall be elected by the General Meeting of Shareholders. Such statutory auditor in office may be removed at any time by the General Meeting of Shareholders with or without cause.

Art. 16. Dividends.

16.1 Out of the total net profits of the Company five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company. In case of a reduction of share capital, the legal reserve (to the extent it is at least equal to 10% of the issued share capital) may be decreased accordingly. The remainder of the total net profits of the Company may be distributed in accordance with (or allocated to the reserves of the Company) the following provisions of this Article 16.

16.2 The Shareholders may decide to pay interim dividends on one or more of more Classes of Shares on the basis of Interim Accounts prepared by the Board of Managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the total amount to be distributed may not exceed net profits realised by the Company since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves (including available premium) but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law and previous distributions (regardless of the Investment Net Income of a Class).

16.3 The share premium account may be distributed to the Shareholders upon decision of a General Meeting of Shareholders in accordance with the provisions below. The General Meeting of Shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

16.4 Distribution to a Class shall only be made out of the Investment Net Income of the relevant Class subject to the above and in the case of Linked Classes, as per the Entitlements of the relevant Linked Class.

Art. 17. Dissolution, Liquidation.

17.1 In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be Shareholders and who are appointed by the General Meeting of Shareholders who will specify their powers and remunerations.

17.2 Upon liquidation of the Company the liquidation proceeds of each Class shall be the amount to which the Class is entitled as per the relevant Specific Investment (and in the case of Linked Classes, to the relevant Entitlement of each Class within such Linked Classes). Each Class of Shares shall be entitled to proceeds of liquidation determined as follows in relation to the relevant Specific Investment to which the Class relates (subject in the case of Linked Classes, to the relevant Entitlement of each Class within such Linked Classes):

17.2.1 First all debts and liabilities of the Company (regardless of Specific Investment) shall be paid. Such debts or liabilities shall be attributed to the Class of Shares to which they specifically belong (i.e. because they relate to the relevant Specific Investment for that Class) or, if that is not possible, distributed rateably among all Class of Shares in application of the Allocation Key.

17.2.2 Thereafter the relevant amount of liabilities for each Class of Shares shown in the separate category for the Specific Investment to which they relate shall be set against the assets attributable to the relevant Class including in particular the Specific Investment of that Class and any reserve funds attributable to such Class. Assets not attributable to a specific Class shall be divided in application of the Allocation Key to all Classes of shares.

17.2.3 To the extent that the amount so calculated for any Class shall be negative, such Class shall not be entitled to any liquidation proceeds. The relevant negative amount shall be allocated in application of the Allocation Key among all Classes of Shares which have a positive amount up such positive amount. Any surplus remaining within a specific Class of Shares (the "Class Surplus") shall be distributed to the relevant holders of such Class of Shares (subject in the case of Linked Classes, to the relevant Entitlement of each Class within such Linked Classes).

Art. 18. Sole Shareholder. If, and as long as one Shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 19. Definitions. Allocation Key Shall be the allocation key and criteria determined by the Board of Managers acting reasonably, on the basis of the existing and estimated investment amounts (if any) by the direct or indirect shareholder of the Company and reviewed and / or revised if deemed fit by the Board on an annual basis.

Aranco Investment means the investment by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in DHCRE II Netherlands B.V. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)

Articles means the articles of incorporation of the Company from time to time

Blythe Valley Investment means the investment by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in DH Blythe Valley S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)

Board or Board of Managers means the board of managers (conseil de gérance) of the Company from time to time

Capital Gains means capital gains in the context of capital gains of UK resident individuals under Taxation of Chargeable Gains Act 1992.

Category Z means the category Z of Shares

CG Portion means within a Specific Investment the shares referred to as “CG” shares in the relevant subsidiary as well as convertible preferred equity certificates or like instruments convertible into such CG shares or being entitled only to Capital Gains

Class means a Class of Shares or Class of Securities issued by the Company with respect to a Specific Investment

Class Available Amount means the total amount of net profits, available reserves and premium of the Company (including carried forward profits) relating to the Specific Investment to which the relevant Class of Shares belongs (i) plus the amount of the share capital reduction relating to the Class of Shares repurchased (and if any the amount equal to the decrease of the legal reserve relating to the reduction of share capital in relation to such Class) but (ii) less any Investment Losses of that Class (including carried forward losses) and (iii) less any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles

Class K (CG) Entitlement means the entitlement of the Class K (CG) Shares to any distribution (in any form including as liquidation proceeds or repurchase or redemption payments, or as Linked Class Cancellation Amount) resulting from Capital Gains of the relevant Specific Investment but only to the extent resulting from or arising in relation with the CG Portion of the relevant Specific Investment and excluding for the avoidance of doubt income from any other source

Class K (I) Entitlement means the entitlement of the Class K(I) Shares to any distribution (in any form including as dividends or as Linked Class Cancellation Amount) resulting from sources of the relevant Specific Investment other than Capital Gains

Entitlements means the respective economic entitlements of the classes composing the relevant Linked Classes, and in the case of the Linked Classes, the Class K the Class K(CG) Entitlement and the Class K (I) Entitlement respectively

Golf Parc Toulouse Investment means the Golf Parc Toulouse Investment (as defined in the articles of association of DH French Light Industrial S.à r.l.) by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in relation to the Class F1 shares of DH French Light Industrial S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)

Howick Place Investment means the investment by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in DH Howick Place S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)

Investment Losses means any losses (including carry forward losses relating to the relevant Specific Investment) and any costs, charges or expenses related to the relevant Specific Investment (including repayment by the Company of any debt incurred to manage the respective Specific Investment), and an amount corresponding to the pro rata portion (calculated of the Company’s overhead expenses (assessed fairly but irrevocably by the Board of Managers) and the Company’s non recoverable losses.

Investment Net Income means any income derived from the Investment relating to a Class of Shares being the net return of any total or partial disposal of the relevant Specific Investment (disposal meaning transfers and contributions of any kind) as well as any dividends or other distributions, interest, yield, repayment of principal or other income or return deriving from the relevant Investment and assets and reserve funds received by or attributable to the Company in respect of the issue of the relevant Class of Shares such as the share premium or any amounts of profit (related to the relevant Investment) carried forward while deducting any costs, charges or expenses related to the relevant Investment (including repayment by the Company of any debt incurred to manage the respective Specific Investment), and an amount corresponding to the pro rata portion (calculated of the Company’s overhead expenses (assessed fairly but irrevocably by the Board of Managers) and the Company’s non recoverable losses.

Kings Hill means the investment by way of shares,

Investment loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in DH Kent S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)

Kista Investment means the investment by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in DH Kista S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)

Linked Class Available Amount means the total amount of net profits, available reserves and premium of the Company (including carried forward profits) relating to the Specific Investment to which the relevant Class of Shares belongs (i) plus the amount of the share capital reduction relating to the Class of Shares repurchased (and if any the amount equal to the decrease of the legal reserve relating to the reduction of share capital in relation to such Class) but (ii) less any Investment Losses of that Class (including carried forward losses) and (iii) less any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, subject however the Entitlement of the relevant Linked Class and determined on the basis thereof

Linked Classes means two or more Classes of Shares which relate to the same Specific Investment and are of the same compartment but have different economic entitlements (i.e. the relevant Entitlement) with respect to such Specific Investment and “Linked Class” means any thereof

Managers means the members of the Board (gérant) from time to time.

Salisbury Investment means the investment by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in DH Salisbury S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities) Shareholders means the holders of Shares in the Company

Shares means the shares (parts sociales) of the Company

Simple Class means a single class which alone relates to a Specific Investment

Spanish Retail Portfolio Investment means the investment by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in DHCRE II Netherlands II BV. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)

Specific Investment has the meaning set out under Article 5.3.

Via Cavour Investment means the Cavour Investment (as defined in the articles of association of DH Residencia S.à r.l.) by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in relation to the Class B shares of DH Residencia S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)

Via Imbonati Investment means the Via Imbonati Investment (as defined in the articles of association of DH Commerciale S.à r.l.) by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in relation to the Class A shares of DH Commerciale S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)

Via Lamarmora (Brescia) Investment means the Brescia Investment (as defined in the articles of association of DH Residencia S.à r.l.) by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in relation to the Class A shares of DH Residencia S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)

Via San Lazarro Investment means the Padua Investment (as defined in the articles of association of DH Residencia S.à r.l.) by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in relation to the Class C shares of DH Residencia S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)

Udine Investment means the investment by way of shares, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in DH Udine S.à r.l. (and the underlying assets, subsidiaries and entities)

Art. 20. Applicable law. For anything not dealt with in the present Articles of Incorporation, the Shareholders refer to the relevant legislation."

Nothing further being on the agenda, the meeting was thereupon closed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the above resolutions are estimated at approximately one thousand six hundred Euros (EUR 1,600.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the parties hereto these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day abovementioned.

After reading these minutes the members of the bureau signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille onze, le vingt-deuxième jour du mois de février.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de «DHCRE II HoldCo II S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, constituée en date du 9 novembre 2005 suivant acte reçu de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 651 du 30 mars 2006.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 12 octobre 2009 suivant acte reçu de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial numéro 2255 du 18 novembre 2009.

L'assemblée a été présidée par Karl Pardaens, maître en droit, demeurant à Luxembourg. Le président a nommé comme secrétaire et scrutateur Ines Aliane, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I) Il ressort d'une liste de présence que toutes les (a) huit cent (800) Parts Sociales de Classe A, (b) quarante parts sociales de Classe B, (c) huit cent (800) Parts Sociales de Classe C1, (d) huit cent (800) Parts Sociales de Classe C2, (e) huit cent (800) Parts Sociales de Classe C3, (f) huit cent (800) Parts Sociales de Classe D, (g) huit cent (800) Parts Sociales de Classe E, (h) huit cent (800) Parts Sociales de Classe F1, (i) huit cent (800) Parts Sociales de Classe G, (j) huit cent (800) Parts Sociales de Classe H, (k) huit cent (800) Parts Sociales de Classe I, (l) huit cent (800) Parts Sociales de Catégorie X (représentant un total de neuf mille six cent quarante (9.640) Parts Sociales émises dans la Société) étaient dûment représentées à la présente assemblée générale.

La liste de présence, signée par les mandataires des associés représentés et les par membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II) Les associés représentés ont déclaré avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour, de sorte qu'aucune obligation de justification de l'accomplissement des formalités de convocation ne soit nécessaire.

III) Les points sur lesquels des résolutions doivent être passées sont les suivants, toutes les résolutions étant prises comme une seule résolution:

Ordre du jour

(A) Modification et refonte des statuts afin de prévoir, entre autres, des Classes de Parts Sociales Liées relatives au même Investissement, mais conférant des droits différents dans ce contexte, les termes de ces Classes de Parts Sociales et des droits y relatifs, et toute autre modification telle que prévue dans les statuts modifiés et refondus substantiellement dans la forme annexée aux procurations, y compris les modifications résultant de la création de classes, de l'augmentation du capital et de l'émission de parts sociales en vertu des points (B) et (C) ci-dessous de l'ordre du jour;

(B) Création de deux (2) classes de parts sociales, à savoir la Classe K (I) et la Classe K (CG), chacune ayant les droits tels que prévus dans les statuts modifiés et refondus au point (A), décision que la Classe K (I) et la Classe K (CG) sont des Classes Liées en relation avec l'Investissement Projet Spanish Retail Portfolio, étant l'investissement par voie de parts sociales, prêts, obligations préférentielles ou tous autres instruments, convertibles ou non;

(C) Augmentation du capital social émis d'un montant de vingt mille Euros (€ 20.000) à deux cent soixante et un mille Euros (€ 261.000) par l'émission de (i) quatre cents (400) Parts Sociales de Classe K (CG) et (ii) quatre cents (400) Parts Sociales de Classe K (I) d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (€ 25) et un prix de souscription total de vingt mille (€20.000), dans les proportions suivantes:

Souscripteurs	Parts Sociales de Classe K (CG)	Parts Sociales de Classe K (I)
DHCRE II HoldCo I S.à.r.l.	400	400
TOTAL	400	400

allocation du prix total de souscription pour les nouvelles parts sociales au compte capital social; paiement du prix total de souscription par les souscripteurs en espèces; et modification conséquente de l'article 5 des Statuts (tel qu'inclus dans les statuts modifiés et refondus);

Ensuite, l'assemblée générale des associés a pris à l'unanimité les décisions suivantes:

Unique résolution

L'assemblée a décidé de modifier et refondre les statuts afin de prévoir, entre autres, des Classes de Parts Sociales Liées relatives au même Investissement, mais conférant des droits différents dans ce contexte, les termes des ces Classes de Parts Sociales et des droits y relatifs, et toute autre modification telle que prévue dans les statuts modifiés ou refondus tel que prévu ci-après (y compris les modifications résultant de la création de classes, de l'augmentation du capital et de l'émission de parts sociales décidés ci-après.)

L'assemblée a décidé de créer deux (2) classes de parts sociales, à savoir la Classe K (I) et la Classe K (CG), chacune ayant les droits tels que prévus dans les statuts modifiés et refondus. L'assemblée a décidé que la Classe K (I) et la Classe K (CG) sont des Classes Liées (telles que définies dans les statuts modifiés et refondus) en relation avec l'Investissement Projet Spanish Retail Portfolio, étant l'investissement par voie de parts sociales, prêts, obligations préférentielles ou tous autres instruments, convertibles ou non.

L'assemblée a décidé d'augmenter le capital social émis d'un montant de vingt mille Euros (€ 20.000) à deux cent soixante et un mille Euros (€ 261.000) par l'émission de (i) quatre cents (400) Parts Sociales de Classe K (CG) et (ii) quatre cents (400) Parts Sociales de Classe K (I) d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (€ 25) et un prix de souscription total de vingt mille (€ 20.000)aux souscripteurs indiqués dans l'ordre du jour et les souscripteurs ont souscrit aux nouvelles parts sociales ainsi émises tel qu'indiqué dans l'ordre du jour.

Preuve du paiement du prix total de souscription a été montrée au notaire soussigné.

L'assemblée a décidé de modifier et refondre les statuts de la Société afin qu'ils aient la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est créé et existe par la suite entre les souscripteurs initiaux et tous ceux qui deviendront détenteurs de Parts Sociales une société à responsabilité limitée sous la dénomination de DHCRE II Holdco II S.à r.l. (la "Société") qui est régie par les présents Statuts et la loi applicable.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, ou dans d'autres entités, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que le transfert par vente, échange ou autrement, d'actions, obligations, reconnaissances de dettes, titres de créance, des certificats préférentiels et tout autre titre de tout type et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société pourra également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et poursuivre ses activités à travers des succursales établies à Luxembourg.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit et procurer des garanties concernant ses emprunts et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations et de titres de créances ainsi que d'autres titres ou certificats, y inclus des obligations, certificats ou autres instruments convertibles en Parts Sociales.

De manière générale, elle pourra prêter assistance (que ce soit par le biais de prêts, d'avances, de garanties, de sûretés ou autrement) à des sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe

de sociétés auquel appartient la Société ou ses entités affiliées ou toute autre entité que la Société juge appropriée. Elle pourra prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et procéder à toute opération qu'elle estimera nécessaire à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Finalement, la Société pourra réaliser toutes les opérations commerciales, techniques, financières ou autre qui sont en relation directe ou indirecte avec tous les domaines afin de faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. La Société n'est pas dissoute par la mort, la suspension des droits civils, la faillite ou l'insolvabilité de l'un de ses Associés.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des Statuts.

4.2 Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du Conseil de Gérance.

4.3 La Société peut avoir des bureaux et des succursales au Luxembourg.

Art. 5. Capital Social.

5.1. La Société a un capital social émis et souscrit entièrement libéré de deux cent soixante et un mille euros (€ 261.000) divisé en;

- huit cents (800) parts sociales de Classe A,
 - quarante (40) parts sociales de Classe B,
 - huit cents (800) parts sociales de Classe C1,
 - huit cents (800) parts sociales de Classe C2,
 - huit cents (800) parts sociales de Classe C3,
 - huit cents (800) parts sociales de Classe D,
 - huit cents (800) parts sociales de Classe E,
 - huit cents (800) parts sociales de Classe F1,
 - huit cents (800) parts sociales de Classe G,
 - huit cents (800) parts sociales de Classe H,
 - huit cents (800) parts sociales de Classe I,
 - huit cents (800) parts sociales de Classe J,
 - quatre cents (400) parts sociales de Classe K (CG),
 - quatre cents (400) parts sociales de Classe K (I), et
 - huit cents (800) parts sociales de Catégorie Z,
- ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (€ 25,-) chacune."

5.2 Le capital social pourra être augmenté par l'émission de nouvelles parts sociales par une résolution prise par l'assemblée des associés. Les nouvelles parts sociales pourront être émises en la forme de classes de parts sociales (lesquelles peuvent être des Classes Simples ou des Classes Liées).

5.3. Chaque Classe de Parts Sociales (ou le cas échéant, des Classes Liées s'il en est spécifié ainsi) doit être émise en relation avec l'acquisition ou la réalisation par la Société d'un investissement spécifique directement ou indirectement (chacun étant un "Investissement Spécifique"). Le prix de souscription reçu par la Société suite à l'émission de parts sociales d'une classe particulière (ou Classes Liées) (y compris et afin d'éviter tout doute, toute prime d'émission) (le "Prix de Souscription"), déduction faite de toutes dépenses dues par la Société en rapport avec l'émission y compris, mais sans limitation au(x), droit d'apport, frais de notaire et dépenses de publicité (les "Coûts d'Emission"), sera investi directement ou indirectement dans un Investissement Spécifique unique.

- La Classe A se rapporte à l'Investissement Kings Hill
- La Classe B se rapporte à l'Investissement Kista
- La Classe C1 se rapporte à l'Investissement Via Cavour
- La Classe C2 se rapporte à l'Investissement Via Lamarmora (Brescia) -La Classe C3 se rapporte à l'Investissement Via San Lazzaro
- La Classe D se rapporte à l'Investissement Howick Place
- La Classe E se rapporte à l'Investissement Blythe Valley
- La Classe F1 se rapporte à l'Investissement Golf Parc Toulouse
- La Classe G se rapporte à l'Investissement Aranco
- La Classe H se rapporte à l'Investissement Via Imbonati
- La Classe I se rapporte à l'Investissement Salisbury
- La Classe J se rapporte à l'Investissement Udine

- La Classe K(CG) et la Classe K (I) (étant des Classes Liées) se rapportent à l'Investissement Spanish Retail Portfolio, et

- La Catégorie Z ne se rapporte pas à un Investissement Spécifique."

5.4. Le Conseil de Gérance de la Société devra établir dans les comptes internes de la Société pour chaque Investissement Spécifique un compartiment séparé contenant les avoirs et les dettes de la Société de la manière suivante:

5.4.1 le Prix de Souscription de la classe de parts sociales concernée (ou Classes Liées) ainsi que les fonds reçus en vertu de prêts d'associés, certificats de dette ou autres instruments, convertibles ou non, octroyés, ou émis par, de temps à autre à la Société par, ou à, ses associés (les "Instruments") en relation avec l'Investissement Spécifique concerné, ainsi que les avoirs acquis grâce aux fonds ainsi apportés à ou empruntés par la Société, seront, dans tous les cas, affectés dans les comptes internes de la Société au compartiment établi pour cet Investissement Spécifique;

5.4.2 tout revenu ou bénéfice récolté par la Société en relation avec ou dérivé des avoirs faisant partie d'un compartiment seront affectés à ce compartiment;

5.4.3 toute dette, tous coûts et toutes dépenses (y compris des provisions) relatifs à des avoirs affectés à un compartiment ou à une action prise en relation avec un compartiment ou à un avoir d'un compartiment particulier ou en relation avec l'émission de parts sociales ou autres investissements d'une classe particulière (par exemple les Coûts d'Emission) ainsi que toutes les dépenses administratives, dettes fiscales et autres coûts et dépenses de la Société attribuables à un Investissement Spécifique ou à l'opération ou l'administration de ce compartiment seront affectés à ce compartiment;

5.4.4 au cas où une dette ou dépense de la Société ne pourrait être considérée comme uniquement attribuable à un compartiment particulier, cette dette ou dépense sera affectée à tous les compartiments existants sur la base du Clé d'Allocation de chaque compartiment ou au pro rata des compartiments concernés auxquels la dette ou la dépense se rapporte;

5.4.5 toutes distributions ou paiements (y compris les paiements du prix de rachat dus par la Société en cas de rachat par la Société des parts sociales d'une classe particulière) faits aux associés en relation avec un compartiment seront portés en déduction des avoirs nets de ce compartiment.

5.4.6 les avoirs nets de chaque compartiment ("Avoirs Nets") seront égaux à la somme de la valeur de l'Investissement Spécifique du compartiment respectif et de tous les autres avoirs attribuables à ce compartiment conformément aux présents statuts moins toutes les dettes, coûts, et dépenses affectés à ce compartiment conformément aux présents Statuts.

5.4.7 Dans le cas de Classes Liées, le Conseil peut décider (mais n'est pas obligé), dans les limites du compartiment concerné, d'établir des comptes internes par classe de Classes Liées concernée sur base des droits économiques des Classes Liées respectives, et d'appliquer les dispositions qui précèdent mutatis mutandis.

5.5 Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6 Annulation d'une Classe entière de Parts Sociales et Réduction du capital social.

6.1 Le capital social de la Société pourra être réduit par annulation de Parts Sociales y compris par l'annulation d'une ou plusieurs Classes entières de Parts Sociales en rachetant et annulant toutes les Parts Sociales émises dans la Classe concernée sur accord de l'Assemblée Générale des associés décidant avec le quorum et la majorité requis pour la modification de ces Statuts.

6.2 En cas de réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une ou plusieurs Classes de Parts Sociales, les détenteurs de Classes de Parts Sociales rachetées et annulées reçoivent de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale (tel que calculée en vertu de l'Article 6.4) pour chacune des Parts Sociales de la Classe concernée qu'ils détiennent et qui a été annulée (et dans le cas de Classes Liées, la Valeur d'Annulation par Part Sociale de la Classe Liée pour la Classe Liée rachetée).

6.3 Le Conseil de Gérance doit calculer, en cas de réduction du capital social par le rachat et l'annulation de Classes de Parts Sociales, le Montant Disponible de Classe pour la Classe rachetée (et dans le cas de Classes Liées, le Montant Disponible de la Classe Liée pour la Classe Liée rachetée) (toujours assujetti au montant des profits disponibles, prime et réserves de la Société) sur base des comptes intermédiaires de la Société et des comptes intermédiaires internes en rapport avec la Classe concernée qui sera préparé sur la base prévue à l'Article 5, à chaque fois ne datant pas plus de 8 jours (ensemble les «Comptes Intérimaires»).

6.4 La «Valeur d'Annulation par Part Sociale» doit être calculée en divisant la Valeur d'Annulation par le nombre de Parts Sociales émises dans la Classe de Parts Sociales devant être rachetée et annulée et la «Valeur d'Annulation par Part Sociale de la Classe Liée» sera calculée en divisant le Montant d'Annulation de la Classe Liée par le nombre de Parts Sociales émises dans la Classe de Parts Sociales devant être rachetée et annulée.

6.5 Le «Montant d'Annulation de Classe» et le Montant d'Annulation de la Classe Liée sont un montant déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Assemblée Générale sur base des Comptes Intérimaires (et dans le cas de Classes Liées, des Droits de cette Classe).

6.6 Toujours sous réserve du montant des profits nets disponibles, réserves et primes de la Société, le Montant d'Annulation de Classe concernant la Classe des Parts Sociales devant être rachetée et annulée est le Montant Disponible de la Classe (et dans le cas d'une Classe Liée, le Montant d'Annulation de la Classe Liée pour la Classe de Parts Sociales Liée devant être rachetée et annulée sera le Montant Disponible de la Classe Liée) sauf décision contraire de l'Assemblée

Générale des Associés dans la manière prévue pour la modification de ces Statuts, étant entendu toutefois que le Montant d'Annulation de Classe (ou le cas échéant le Montant d'Annulation de la Classe Liée) ne doit jamais être supérieur au Montant Disponible de Classe (respectivement le Montant Disponible de la Classe Liée) et étant entendu en outre que le Montant d'Annulation de Classe (ou le cas échéant le Montant d'Annulation de la Classe Liée) ne doit jamais être supérieur au montant des profits nets disponibles, réserves et primes de la Société.

6.7 A la suite du rachat et de l'annulation des Parts Sociales de la Classe concernée, la Valeur d'Annulation par Part Sociale (ou le cas échéant le Montant d'Annulation de la Classe Liée) sera exigible et payable par la Société.

Art. 7. Conseil de Gérance.

7.1 La Société est gérée par le Conseil de Gérance nommé en tant qu'un organe collégial par l'Assemblée Générale des Associés conformément aux dispositions reprises ci-après. Les Gérants ne doivent pas nécessairement être Associés. Le Conseil de Gérance comprend (sauf en cas de vacance suite à une démission, révocation ou autrement) le nombre de membres déterminé par l'Assemblée Générale des Associés par une résolution des Associés dûment actée dans le procès-verbal de cette Assemblée.

7.2 Les Membres du Conseil sont nommés et révoqués par l'Assemblée Générale des Associés statuant à la majorité simple du capital social émis conformément à l'Article 13 qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs mandats. Si aucune durée n'est prévue, les Gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les Gérants pourront être réélus mais pourront aussi être révoqués avec ou sans cause (ad nutum) à tout moment.

7.3. Toute décision relative au paiement de jetons de présence ou émoluments de gérant, ou la conclusion ou modification de contrat d'emploi ou contrat semblable avec un Membre du Conseil de Gérance doit être prise par l'Assemblée Générale à la majorité simple du capital social conformément à l'Article 13.

Art. 8. Procédures au sein du Conseil.

8.1 Le Conseil de Gérance nommera un président parmi ses membres.

8.2 Le Conseil de Gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité des Gérants sont présents ou représentés à une réunion.

8.3 Les réunions du Conseil de Gérance seront convoquées par un Membre du Conseil moyennant avis de convocation donné au moins deux (2) jours avant l'assemblée, à moins que les affaires de la Société ne requièrent un préavis plus court ou en cas d'urgence (au moins de deux (2) heures) par écrit, fax, email ou autre. Il pourra être renoncé à la nécessité de convoquer une assemblée par un accord unanime de tous les Gérants donné par écrit ou par fax ou email. Des avis de convocation séparés ne seront pas nécessaires pour les réunions du Conseil de Gérance tenues aux dates et lieux déterminés selon un programme adopté antérieurement par résolution du Conseil de Gérance.

8.4 Tout Gérant pourra participer à n'importe quelle réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou par moyens de communication similaires.

8.5 Les décisions du Conseil de Gérance sont prises moyennant vote favorable de la majorité des Membres du Conseil présents ou représentés à la réunion concernée.

8.6 Le procès-verbal des réunions du Conseil de Gérance devra être signé par l'un des Gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui devront être produits dans des procédures judiciaires ou à toute autre fin devront être signés par l'un des Gérants ou tel que décidé par le Conseil de Gérance.

8.7 Le Conseil peut, unanimement, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents par la voie circulaire lorsqu'il exprime son accord par écrit, par câble, facsimile ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble formera le document écrit dûment exécuté faisant preuve de la résolution. Les résolutions du conseil, incluant les résolutions par écrit peuvent être certifiées ou un extrait peut en être émis sous seing privé d'un des Gérants.

Art. 9. Pouvoirs du Conseil, Signatures engageant la Société.

9.1. Le Conseil de Gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans les limites de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale ou autorisation accordée préalablement par l'Assemblée Générale seront de la compétence du Conseil de Gérance. Vis-à-vis des tiers, le Conseil de Gérance a les pouvoirs les plus étendus d'agir pour le compte de la Société dans toutes les circonstances et de faire, autoriser et approuver tous les actes et opérations relatifs à la Société qui ne sont pas réservés par la loi ou les Statuts à l'Assemblée Générale ou l'autorisation accordée préalablement par l'Assemblée Générale ou tel que cela pourra être prévu par les présents Statuts.

9.2 La Société sera engagée par la signature d'un Membre du Conseil ou par la signature conjointe ou la signature unique de toute personne ou des personnes auxquelles ce pouvoir de signature aura été conféré par le Conseil de Gérance.

Art. 10. Conflits. Aucun contrat ou transaction entre la Société et toute autre société ou entité ne sera affectée ou viciée par le fait qu'un ou plusieurs Gérants ou fondés de pouvoir de la Société ont un intérêt dans ou est administrateur, fondé de pouvoir ou employé de cette autre société ou entité. Tout Gérant ou fondé de pouvoir de la Société agissant en qualité d'administrateur, fondé de pouvoir ou employé de toute société ou entité avec laquelle la Société a conclu un

contrat ou est autrement en relation d'affaires ne sera, pour la seule raison de cette affiliation avec cette société ou entité, empêchée de prendre part et de voter ou agir de toute manière en relation avec ce contrat ou cette autre affaire.

Art. 11. Indemnités des Gérants et des Fondés de Pouvoir.

11.1 Sous réserve des exceptions et limitations prévues à l'Article 11.3 ci-dessous, toute personne qui est, ou a été, un Gérant ou un fondé de pouvoir de la Société, sera indemnisée par la Société dans la mesure la plus large permise par la loi pour la responsabilité et toutes les dépenses raisonnables supportées ou payées par celui-ci en relation avec une prétention, action, poursuite ou procédure judiciaire qui le rend insolvable en tant que partie ou autrement en vertu du fait qu'il est ou a été Gérant ou fondé de pouvoir. Il sera également indemnisé pour tous les montants qu'il aurait payés ou supportés afin de régler les faits mentionnés ci-dessus.

11.2 Les termes "prétention", "action", "poursuite" ou "procédure judiciaire" s'appliqueront à toute prétention, action, poursuite ou procédure judiciaire (civiles, pénales ou autres, y compris les appels) actuels ou possibles et les termes "responsabilité" et "dépenses" incluront sans limitation les honoraires d'avocat, les coûts, jugements, montants payés en vertu d'une transaction et autres montants.

11.3 Aucune indemnisation ne sera due à un Gérant ou à un fondé de pouvoir en cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses Associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement de ses devoirs découlant de sa fonction ou en cas de transaction, à moins que la transaction n'ait été approuvée par une cour d'une juridiction compétente ou par le Conseil de Gérance. Aucune indemnisation ne sera due en procédure judiciaire de défense (criminelle) dans lequel ce Gérant ou Fondé de Pouvoir est déclaré coupable d'un acte délictueux.

11.4 Le droit d'être indemnisé tel que prévu par le présent article appartient à chaque Gérant et n'affectera pas tout autre droit dont un Gérant ou fondé de pouvoir pourrait bénéficier actuellement ou ultérieurement. Il subsistera à l'égard d'une personne ayant cessé d'être Gérant ou fondé de pouvoir et se transmettra aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions de cet article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, en ce compris les Gérants et fondés de pouvoir en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

11.5 Les dépenses supportées en relation avec la préparation d'une défense et la représentation dans le cadre d'une prétention, action, poursuite ou procédure judiciaire telles que décrites dans cet article seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement pertinent par ou pour compte du présent ou futur et fondé de pouvoir ou le Gérant de rembourser ce montant s'il est finalement décidé qu'il n'aurait pas eu droit à une indemnisation conformément à l'Article 11.

Art. 12. Transfert de Parts Sociales. Les Parts Sociales seront librement transférables entre les Associés. Tout Transfert de Parts Sociales aux Personnes autres que les Associés (les "non-Associés") seront toujours sujets à l'approbation des Associés détenant au moins 75% (trois-quarts) du capital social (de toute classe) de la Société, et ne seront effectifs et reconnus par la Société que s'ils sont réalisés conformément aux dispositions prévues dans ces Statuts. Un Transfert de Parts Sociales ne pourra être inscrit que s'il a été réalisé conformément aux dispositions prévues par les présents Statuts.

Art. 13. Décisions des Associés.

13.1 Les décisions des Associés seront prises par l'Assemblée Générale des Associés. Toutefois, la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire aussi longtemps que le nombre des Associés est inférieur à vingt-cinq et dans un tel cas, les décisions des Associés peuvent valablement être prises par écrit. Toute assemblée des Associés de la Société régulièrement constituée ou toute décision valablement prise par écrit (le cas échéant) représentera l'Assemblée Générale des Associés en tant qu'organe de la Société. Toutes les Parts Sociales émises (indépendamment de la Classe ou la Catégorie) votent comme une classe unique.

13.2 Chaque Associé pourra prendre part aux Assemblées Générales ou aux décisions écrites. Chaque Associé aura un nombre de voix égal au nombre de Parts Sociales (de toute classe ou catégorie) qu'il détient et pourra valablement agir aux assemblées des Associés par l'intermédiaire d'un mandataire.

13.3 Les Assemblées seront convoquées moyennant un avis de convocation adressé par lettre recommandée ou courrier aux Associés à leur adresse apparaissant dans le registre des Associés détenu par la Société au moins cinq (5) jours avant la date de l'Assemblée. Si l'entière du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'Assemblée pourra valablement se tenir sans avis de convocation. Dans le cas des décisions prises par écrit, le texte de ces décisions sera envoyé aux Associés à leur adresse mentionnée dans le registre des Associés détenu par la Société au moins cinq (5) jours avant la date effective proposée pour ces résolutions. Ces résolutions deviendront effectives moyennant l'accord de la majorité tel que prévu dans ces Statuts pour les décisions collectives (ou en respectant les conditions de majorité à la date prévue dans les présents Statuts). Les décisions écrites à l'unanimité pourront être passées à tout moment sans délai de préavis.

13.4 (i) A moins que ce soit prévu autrement dans les présents Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les Associés représentant plus de la moitié du capital social; (ii) cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des Associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis; et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les Associés représentant 100% du capital social émis.

13.5 Dans le cas, et aussi longtemps que, la Société compte au moins 25 Associés, une Assemblée Générale annuelle se tiendra chaque année, le 30 mai à 12.00 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable au Luxembourg, l'Assemblée se tiendra le jour ouvrable qui suivra immédiatement cette date.

Art. 14. Année comptable. L'année comptable de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 15. Comptes annuels, Commissaire aux comptes.

15.1 Chaque année, à la fin de l'année comptable, les comptes annuels de la Société seront préparés par le Conseil de Gérance.

15.2 Les opérations de la Société, si la Société compte plus de 25 Associés, seront soumises au contrôle d'un commissaire aux comptes. Dans un tel cas, le commissaire aux comptes sera nommé par l'Assemblée Générale des Associés. Ce commissaire aux comptes pourra être révoqué à tout moment par l'Assemblée Générale des Associés avec ou sans cause.

Art. 16. Dividendes.

16.1. Cinq pour cent (5%) du bénéfice net total sera placé sur un compte de réserve légale. Cette déduction cessera d'être obligatoire lorsque le compte de réserve atteindra dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société. En cas de réduction de capital social, la réserve légale (dans la mesure où elle est au moins égale à 10% du capital social émis) pourra être diminuée en conséquence. Le reste peut être distribué conformément aux dispositions suivantes du présent Article 16 (ou être incorporé aux réserves de la Société).

16.2. Les Associés pourront décider de payer des dividendes intérimaires sur une ou plusieurs Classes de Parts Sociales sur base des Comptes Intérimaires préparés par le Conseil de Gérance, prouvant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne pourra pas excéder les profits net réalisés par la Société depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des profits reportés et des réserves distribuables (y compris la prime d'émission disponible) mais déduction faite des pertes reportées et des sommes devant être allouées à une réserve à constituer conformément à la loi et aux distributions précédentes (sans tenir compte du Revenu d'Investissement Net d'une Classe). 16.3. Le compte de prime d'émission pourra être distribué aux Associés moyennant décision de l'Assemblée Générale des Associés conformément aux dispositions ci-dessous. L'Assemblée Générale des Associés pourra décider d'allouer tout montant du compte de prime d'émission au compte de réserve légale.

16.4. La distribution à une Classe ne pourra être effectuée qu'à partir du Revenu d'Investissement Net de la Classe concernée sous réserve de ce qui précède, et dans le cas de Classes Liées, en fonction des Droits de la Classe Liée concernée.

Art. 17. Dissolution, Liquidation.

17.1 Dans le cas où la Société est dissoute, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs qui pourront, mais ne devront pas être Associés et qui seront nommés par l'Assemblée Générale des Associés qui spécifiera leurs pouvoirs et rémunérations.

17.2 Au moment de la liquidation de la Société, les produits de la liquidation de chaque Classe sera le montant auquel chaque Classe a droit par rapport à l'Investissement Spécifique concerné (et dans le cas de Classes Liées, par rapport aux Droits de chaque Classe à l'intérieur de ces Classes Liées). Chaque Classe de Parts Sociales a droit aux produits de la liquidation déterminés comme suit en relation avec l'Investissement Spécifique concerné auquel la Classe se rapporte (sous réserve, dans le cas de Classes Liées, des Droits de chaque Classe concernés à l'intérieur de ces Classes Liées):

17.2.1 En premier lieu seront payés les dettes et engagements de la Société (sans tenir compte de l'Investissement Spécifique). Ces dettes ou engagements seront attribués aux Classes de Parts Sociales auxquelles ils appartiennent spécifiquement (c'est à dire parce qu'ils se réfèrent à l'Investissement Spécifique concerné de cette Classe) ou, si cela n'est pas possible, distribués proportionnellement entre toutes les Classes de Parts Sociales en application du Clé d'Allocation.

17.2.2 Par la suite le montant des dettes concerné pour chaque Classe de Parts Sociales présenté dans la catégorie séparée pour l'Investissement Spécifique auquel ils se rapportent sera établi contre les avoirs attribuables à la Classe concernée y compris en particulier l'Investissement Spécifique de cette Classe et toute réserve de fonds attribuable à cette Classe. Les avoirs non attribués à une Classe spécifique seront divisés en application du Clé d'Allocation à toutes les Classes de parts sociales.

17.2.3 Dans la mesure où le montant ainsi calculé pour toute Classe est négatif, cette Classe ne sera pas autorisée à recevoir un quelconque produit de liquidation. Le montant négatif sera alloué en application du Clé d'Allocation parmi toutes les Classes de Parts Sociales qui ont un montant positif jusqu'au montant positif. Tout surplus restant dans une Classe de Parts Sociales spécifique (le «Surplus de Classe») sera distribué aux détenteurs de cette Classe de Parts Sociales (sous réserve, dans le cas de Classes Liées, des Droits de chaque Classe concernés à l'intérieur de ces Classes Liées).

Art. 18. Associé unique. Si, et aussi longtemps qu'un Associé détiendra toutes les Parts Sociales de la Société, la Société existera comme une société unipersonnelle conformément à l'article 179(2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi seront applicables.

Art. 19. Définitions. Associés signifie les détenteurs de Parts Sociales dans la Société

Catégorie Z signifie la catégorie Z de Parts Sociales

Classe signifie une Classe de Parts Sociales ou Classe d'Obligations émises par la Société en relation avec un Investissement Spécifique

Classes Liées signifie deux Classes de Parts Sociales ou plus qui se rapportent au même Investissement Spécifique et font partie du même compartiment mais qui ont des droits économiques différents (i.e. les Droits concernés) en relation avec cet Investissement Spécifique et «Classe Liée» signifie l'une d'elles.

Clé d'Allocation correspond à la clé d'allocation et au critère déterminé par le Conseil de Gérance agissant raisonnablement, sur base des montants d'investissement existants et estimés (le cas échéant) par l'associé direct ou indirect de la Société et revus et / ou audités si le Conseil le juge approprié sur une base annuelle

Conseil ou Conseil de Gérance signifie le conseil de gérance de la Société tel que modifié

Droits signifie les droits économiques des classes composant les Classes Liées concernées, et dans le cas de Classes Liées K, le Droit de la Classe K(CG) et le Droit de la Classe K (I), respectivement

Droit de la Classe K (CG) signifie le droit des Parts Sociales de la Classe K (CG) à toute distribution (sous quelque forme que ce soit, y compris des bonis de liquidation ou le produit d'une vente ou d'un rachat, ou le Montant d'Annulation de la Classe Liée) résultant des Revenus du Capital de l'Investissement Spécifique concerné mais uniquement dans la mesure où il résulte ou se rapporte à la Portion CG de l'Investissement Spécifique concerné et à l'exclusion, afin d'éviter tout doute, de revenu de toute autre source

Droit de la Classe K (I) Signifie le droit des Parts Sociales de la Classe K (I) à toute distribution (sous quelque forme que ce soit, y compris des dividendes ou le produit d'une vente ou d'un rachat, ou le Montant d'Annulation de la Classe Liée) résultant de sources de l'Investissement Spécifique concerné autres que les Revenus du Capital

Gérants signifie les membres du Conseil

Investissement Aranco signifie l'investissement réalisé au moyen de parts sociales, d'emprunts «preferred equity certificates», ou d'autres instruments, convertibles ou non ou autre dans DHCRE II Netherlands B.V. (ainsi que les actifs sous-jacents, filiales et entités)

Investissement Blythe Valley signifie l'investissement réalisé au moyen de parts sociales, d'emprunts «preferred equity certificates», ou d'autres instruments, convertibles ou non ou autre dans DH Blythe Valley S.à r.l. (ainsi que les actifs sous-jacents, filiales et entités)

Investissement Golf Parc Toulouse signifie l'Investissement Golf Parc Toulouse (tel que défini dans les statuts de DH French Light Industrial S.à r.l.) réalisé au moyen de parts sociales, d'emprunts «preferred equity certificates», ou d'autres instruments, convertibles ou non ou autre en relation avec les parts sociales de classe F1 de DH French Light Industrial S.à r.l. (ainsi que les actifs sous-jacents, filiales et entités)

Investissement Howick Place signifie l'investissement réalisé au moyen de parts sociales, d'emprunts, de «preferred equity certificates», ou d'autres instruments, convertibles ou non ou autre dans DH Howick Place S.à r.l. (ainsi que les actifs sous-jacents, filiales et entités)

Investissement Kings Hill signifie l'investissement réalisé au moyen de parts sociales, d'emprunts «preferred equity certificates», ou d'autres instruments, convertibles ou non ou autre en relation dans DH Kent S.à r.l. (ainsi que les actifs sous-jacents, filiales et entités)

Investissement Kista signifie l'investissement réalisé au moyen de parts sociales, d'emprunts, de «preferred equity certificates», ou d'autres instruments, convertibles ou non ou autre relation dans DH Kista S.à r.l. (ainsi que les actifs sous-jacents, filiales et entités)

Investissement Salisbury signifie l'investissement réalisé au moyen de parts sociales, d'emprunts, de "preferred equity certificates", ou d'autres instruments, convertibles ou non ou autre dans DH Salisbury S.à r.l. (ainsi que les actifs sous-jacents, filiales et entités)

Investissement Spanish Retail Portfolio signifie l'investissement réalisé au moyen de parts sociales, d'emprunts, de "preferred equity certificates", ou d'autres instruments, convertibles ou non ou autre dans DH II Netherlands II BV. (ainsi que les actifs sous-jacents, filiales et entités)

Investissement Spécifique a la signification prévue à l'Article 5.3

Investissement Udine signifie l'investissement réalisé au moyen de parts sociales, d'emprunts, de "preferred equity certificates", ou d'autres instruments, convertibles ou non ou autre dans DH Udine S.à r.l. (ainsi que les actifs sous-jacents, filiales et entités)

Investissement Via Cavour signifie l'Investissement Cavour (tel que défini dans les statuts de DH Residencia S.à r.l.) réalisé au moyen de parts sociales, d'emprunts, de «preferred equity certificates», ou d'autres instruments, convertibles ou non ou autre, en relation avec les parts sociales de classe B de DH Residencia S. à r.l. (ainsi que les actifs sous-jacents, filiales et entités)

Investissement Via Imbonati signifie l'investissement Via Imbonati (tel que défini dans les statuts de DH Commerciale S.à r.l.) réalisé au moyen de parts sociales, d'emprunts, de «preferred equity certificates», ou d'autres instruments, convertibles ou non ou autre, en relation avec les parts sociales de classe A de DH Commerciale S.à r.l. (ainsi que les actifs sous-jacents, filiales et entités)

Investissement Via Lamarmora (Brescia) signifie l'Investissement Brescia (tel que défini dans les statuts de DH Residencia S.à r.l.) réalisé au moyen de parts sociales, d'emprunts, de «preferred equity certificates», ou d'autres instruments, convertibles ou non ou autre en relation avec les parts sociales de classe A de DHCRE II Holco II S.à r.l. (ainsi que les actifs sous-jacents, filiales et entités)

Investissement Via San Lazzaro signifie l'Investissement Padua (tel que définie dans les statuts de DH Residencia S.à r.l.) réalisé au moyen de parts sociales, d'emprunts, de «preferred equity certificates», ou d'autres instruments, convertibles ou non, ou autre en relation avec les parts sociales de classe C de DH Residencia S.à r.l. (ainsi que les actifs sous-jacents, filiales et entités)

Montant de Classe Disponible signifie le montant total des profits nets, réserves disponibles et prime de la Société (y compris les profits reportés) se rapportant à l'Investissement Spécifique auquel la Classe de Parts Sociales appartient (i) plus le montant de la réduction du capital social relatif à la Classe de Parts Sociales rachetées (et, le cas échéant, le montant égal à la diminution de la réserve légale relative à la réduction du capital social en relation avec cette Classe) mais (ii) moins toutes Pertes d'Investissement de cette Classe (y compris les pertes reportées) et (iii) moins toutes sommes à placer à la/aux réserve/s en vertu des dispositions légales ou les présents Statuts

Montant Disponible de la Classe Liée signifie le montant total des bénéfices nets, réserves et primes disponibles de la Société (y compris les bénéfices reportés) liés à un Investissement Spécifique auquel la Classe de Parts Sociales concernée appartient (i) plus le montant de la réduction du capital social relatif à la Classe de Parts Sociales rachetée (et, si tel est le cas, le montant égal à la réduction de la réserve légale relatif à la réduction du capital social en relation avec cette Classe) mais (ii) déduction faite de toutes Pertes d'Investissement de cette Classe (y compris les pertes reportées) et (iii) déduction faite de toutes sommes devant être placées dans une(des) réserve(s) en vertu de la loi ou des Statuts, sous réserve toutefois des Droits de la Classe Liée concernée et déterminé sur cette base

Parts Sociales signifie les parts sociales dans la Société

Pertes d'Investissement signifie toutes pertes (y compris les pertes reportées relatives à l'Investissement Spécifique concerné) et tous coûts, charges ou dépenses relatifs à l'Investissement Spécifique (y compris le remboursement par la Société de toute dette encourue pour gérer l'Investissement Spécifique concerné), et un montant correspondant au pro rata (calculé sur les dépenses fixes (overhead expenses) de la Société (fixées de manière juste mais irrévocable par le Conseil de Gérance) et les pertes non recouvrables de la Société

Portion CG signifie, dans les limites d'un Investissement Spécifique, les parts sociales désignées comme les parts sociales «CG» dans la filiale concernée de même que les obligations préférentielles convertibles ou autres instruments convertibles en ces parts sociales CG ou donnant droit uniquement au Revenu du Capital

Revenu du Capital signifie revenu du capital dans le contexte des revenus de capitaux réalisés par des personnes physiques résidant au Royaume-Uni dans le champ d'application du Taxation of Chargeable Gains Act 1992.

Revenu Net d'Investissement signifie tout revenu dérivé de l'Investissement relatif à une Classe de Parts Sociales étant le remboursement net de toute disposition totale ou partielle de l'Investissement Spécifique concerné (disposition devant être entendu comme transfert et contributions de toute sorte) ainsi que tout dividende ou autre distribution, intérêt, produit, remboursement du principal ou autre revenu dérivant de l'Investissement concerné et avoirs et fonds de réserve reçus par ou attribuables à la Société en relation avec l'émission de la Classe de Parts Sociales concernée tel que la prime d'émission ou tout montant de profit (relatif à l'Investissement concerné), reporté en déduisant tous les coûts, charges ou dépenses relatifs à l'Investissement concerné (y compris le remboursement par la Société de toutes dettes encourues afin de gérer l'Investissement Spécifique concerné), et un montant correspondant au pro rata (calculé sur les dépenses fixes (overhead expenses) de la Société (fixées de manière juste mais irrévocable par le Conseil de Gérance) et les pertes non recouvrables de la Société.

Statuts signifie les statuts de la Société tels que modifiés régulièrement

Art. 20. Loi applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les Associés se réfèrent à la législation applicable.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dépenses

Les dépenses, coûts, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison des résolutions ci-dessus, sont estimés à approximativement mille six cents Euros (EUR 1,600.-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite, les membres du bureau ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: K. PARDAENS, I. ALIANE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 février 2011. Relation: LAC/2011/9550. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Référence de publication: 2011035682/942.

(110039509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.

TPG-Axon Cube S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5D, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 153.132.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TPG-Axon Cube S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011050575/12.

(110056431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Transcom Investments & Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 73.652.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TRANSCOM INVESTMENTS & FINANCE S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011050576/11.

(110056549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Espalita S.A., Société Anonyme Soparfi.

R.C.S. Luxembourg B 90.779.

Par la présente nous vous informons de la résiliation, avec effet immédiat à la date de la présente, du siège de la société
ESPALITA S.A., RCS Luxembourg B 90779.

Luxembourg, le 31 mars 2011.

Maître Joë LEMMER.

Référence de publication: 2011050649/9.

(110055137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2011.

Kraftsal A.G., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 147.287.

Par la présente nous vous informons de la résiliation, avec effet immédiat à la date de la présente, du siège de la société
KRAFTSAL A.G., RCS Luxembourg B 147.287.

Luxembourg, le 31 mars 2011.

Maître Joë LEMMER.

Référence de publication: 2011050653/9.

(110055146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2011.

ArcelorMittal Centre Logistique Européen, Société Anonyme.

Siège social: L-4562 Differdange, Zone Industrielle Hahneboesch.

R.C.S. Luxembourg B 9.077.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011052162/9.

(110058869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.
